

N° 307 octobre 19

brennpunkt

le magazine critique sur le développement

*drëtt
Welt*



Dossier spécial
50 ans ASTM:
Quel rôle pour les
organisations de
la société civile
aujourd'hui?

Les ONGD, un secteur qui
sait se réinventer

La mobilisation pour
la justice climatique
et sociale en débat!
Entretien croisé...

Declining democracy in
India and our common
future

*Interessieren Sie sich für
Nord-Süd Beziehungen?*



**Tausende thematische Dokumente und Bücher erwarten Sie
im Gratisverleih in unserer Fachbibliothek. Schauen Sie vorbei.
Wir freuen uns auf Ihren Besuch!**

CITIM ist ein Angebot der



Unsere Öffnungszeiten

Dienstag bis Freitag von 12 bis 18Uhr

Samstag von 10 bis 12.30Uhr

edito

Cette année, l'ASTM fête son 50ème anniversaire. C'est un moment de célébration mais c'est également l'occasion de faire un bilan et surtout de réfléchir au futur, en prenant en compte les phénomènes et les prévisions de plus en plus inquiétants auxquels nous devons faire face.

En effet, l'heure est grave et ce n'est pas les contributions de nos auteurs qui diront le contraire. Un sentiment d'approcher le point de non-retour commence à se propager dans l'air. Peu à peu, nous prenons conscience que nous vivons un moment décisif et que ce qui est fait maintenant va largement définir notre avenir.

La pression est à son comble. Et dans ce contexte, comment concevons-nous le rôle de la société civile ? Y a-t-il une vision commune ? Même dans un petit pays comme le Luxembourg, nous risquons d'obtenir des réponses radicalement différentes.

Certains définissent la société civile comme une voix critique mais cette approche résonne-t-elle encore auprès du public ? Permet-elle de rallier une majorité de personnes à ses causes ?

Et si nous commençons la réflexion sur le rôle de la société civile en nous interrogeant d'abord sur la perception de celles et ceux dont les intérêts elle est censée défendre : les citoyen-ne-s ?

Dans plusieurs pays, la droite populiste a réussi à récupérer leur colère face aux injustices dans nos sociétés, injustices que la société civile dénonce pourtant depuis des années. Ses opposants l'accusent «d'être toujours contre

tout» «d'être idéologique» ou de «critiquer sans proposer des solutions».

Dans son dernier rapport sur l'état de la société civile dans le monde, l'organisation sud-africaine CIVICUS prône pour un changement de paradigme au sein de la société civile afin de répondre aux défis actuels. Elle appelle à «développer un argumentaire positif», «qui amène les gens avec nous sur la base de ce que nous défendons plutôt que ce contre quoi nous luttons», et «qui offre des solutions réelles plutôt que des réponses simplistes et trompeuses qui sont l'apanage des politiciens populistes». Et ceci d'urgence...

Or, ce nouveau paradigme ne doit pas venir du haut vers le bas, il doit être construit avec les citoyen.ne.s. (*N'oublions pas que les organisations de la société civile sont souvent accusées de faire partie du système.*)

Cela demande beaucoup plus de contacts avec eux, une écoute plus attentive et davantage d'actions pour renforcer la confiance du public dans la société civile. Cela demande aussi d'oublier parfois le côté institutionnel et ses propres agendas. Les récentes collaborations entre la société civile et les mouvements citoyens réclamant la justice climatique et sociale sont une excellente opportunité pour construire ce nouveau paradigme. Saisissons-là !

Antoniya Argirova

brennpunkt

Sommaire

Edité par

Action Solidarité Tiers Monde
55, avenue de la Liberté
L-1931 Luxembourg
Tél: 400 427-20
Fax: 400 427-27
RCS F6030
e-mail: brennpunkt@astm.lu
web: www.brennpunkt.lu

Photo Couverture: Claire Thill

Responsable de la rédaction

Antoniya Argirova

Ont participé à ce numéro

Antoniya Argirova, Bernard Christophe,
Alex de Ville, Marie Dussart, Marco
Antonio Gandarillas Gonzalez, Richard
Graf, Nicole Etikwa Ikuku, Raquel Luna,
Anne Müller, Julie Smit, Guy Tanonkou,
Rainer Werning

Layout

Antoniya Argirova

Impression

CA-Press Esch/Alzette

Vous pouvez soutenir le magazine en
faisant un don sur le compte
CCPLU 71 11110102 3550 0000 (BIC :
CCPLULL) avec mention « don bp3w »
en n'oubliant pas votre nom et adresse
complète. Renseignements:
Jeanny Peffer
Tél: 400 427-63
e-mail: jeanny.peffer@astm.lu

Le Brennpunkt Drëtt Welt apparaît 4 fois
par an. Tirage: 1100 exemplaires.

Reproduction/Nachdruck

La reproduction des articles est
autorisée à condition que la source
soit mentionnée. Der Nachdruck ist frei
unter der Bedingung, dass die Quelle
angegeben wird.

Réalisé grâce à un appui financier de la
Coopération luxembourgeoise.

Les opinions représentées dans la
présente publication n'engagent que
leurs auteurs.

Contact rédaction

brennpunkt@astm.lu

Dossier spécial 50 ans ASTM: Quel rôle pour la société civile aujourd'hui?

6 «Les ONGD», un modèle qui sait se réinventer

11 Quand l'Etat n'est pas un interlocuteur fiable...

14 Les défis pour la solidarité et la lutte pour les droits humains
en temps de charité, d'affaires et de pouvoir: Réflexions sur le
contexte bolivien

17 Von der finanziellen Unterstützung zur ebenbürtigen
Partnerschaft. 30 Jahre Zusammenarbeit mit philippinischen
Partnern

20 La solidarité en mouvement! Vers une citoyenneté mondiale?

Cinq questions à

23 La mobilisation pour la justice climatique et sociale en débat!

Perspectives

27 Marawi oder Chronik einer willkürlichen Zerstörung

30 Le Burkina se désintègre

32 Declining democracy in India and our common future

36 L'impact de la digitalisation dans les projets de coopération
au développement

39 Quand finance et développement se complètent...

Coin CITIM

41 Tinkunaku : L'histoire de Hermanamiento

Dossier
Quel rôle pour
les organisations
de la société civile
aujourd'hui?

6



Dossier

QUEL RÔLE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE?

Les « ONGD », un modèle qui sait se réinventer



Richard Graf

En volumes financiers, les ONGD ne sont pas les acteurs les plus importants de la coopération au développement. Mais sans cette frange de la « société civile » la lutte pour l'éradication de la pauvreté et pour une distribution plus équitable des richesses aurait été déjà perdue depuis longtemps. Pour savoir enfin la gagner, un retour aux sources peut apporter quelques enseignements.

Pourquoi aurait-on encore besoin de la société civile dans la coopération au développement en 2019 ? Avant de pouvoir répondre à cette question, un petit retour aux origines de ce qu'on appelle communément les « organisations non gouvernementales » – les fameuses ONG – s'avère nécessaire.

Si la charte des Nations Unies adoptée en 1945 mentionne déjà les organisations non gouvernementales dans le contexte du Conseil économique et social (Art. 71)¹, le terme n'entre dans le langage commun que beaucoup plus tard.

Tout.e expert.e en communication confirmera qu'il n'est pas très efficace, en matière d'image, de se définir à travers ce qu'on n'est pas. En effet, le terme « non gouvernemental » n'a du sens que dans les relations que ces organisations entretiennent par rapport aux gouvernements nationaux, aux institutions européennes ou encore onusiennes.

C'est pourquoi le terme ne va être adopté plus couramment par les organisations elles-mêmes qu'à partir des années 1970, lorsque l'Union européenne (qui à l'époque s'appelle encore Communauté économique européenne) commence à subsidier de façon plus systématique des organisations de solidarité internationale qui entreprennent des actions d'aide au

développement ou d'urgence dans les pays du Sud global.

L'Europe donne le ton

Au Luxembourg le terme fut consacré au moment où justement le « Cercle des organisations non gouvernementales » a été créé il y a 40 ans. Cette structure faîtière des ONG n'était pas le fruit d'une volonté spontanée des acteur.e.s au Luxembourg, mais bien le résultat d'une demande de la Commission européenne qui exigeait que de telles plateformes soient mises en place dans tous les États-membres. Depuis le milieu des années 1970, le Fonds européen de développement entendait aussi financer des projets et programmes proposés par les ONG. Pour pouvoir définir un système de cofinancement efficace, il fallait une structure européenne des ONG qui deviendra en 1976 le « Comité de liaison des ONG européennes ». Le Comité de liaison tenait à Bruxelles une assemblée générale annuelle dont les délégué.e.s étaient désigné.e.s par les plateformes nationales.

Dans ce contexte, il est important de comprendre que c'est une dynamique européenne qui a permis la création de toute une panoplie d'ONG, le Luxembourg ayant longtemps été à la traîne en matière de coopération au développement. Ceci peut paraître étonnant aux jeunes générations, qui connaissent notre pays comme un des champions en la matière.

En tant que ONG « politique », c'est-à-dire organisation qui définissait sa raison d'être aussi bien à travers un soutien direct de partenaires du Sud qu'à travers la conscientisation des citoyen.ne.s du Nord en vue d'un changement de société, l'ASTM (qui s'appelait à l'époque Action Formation de Cadres) était une sinon la première organisation au Luxembourg à pointer du doigt les contradictions à la base de notre système économique si « efficace ». Et déjà au courant des années 1970, la dimension écologique jouait un rôle important dans son travail. La question des ressources limitées décrites par le Club of Rome en 1972² menait du côté des organisations

Il est important de comprendre que c'est une dynamique européenne qui a permis la création de toute une panoplie d'ONG, le Luxembourg ayant longtemps été à la traîne en matière de coopération au développement.

tiers-mondistes aux premiers débats qui se rapprochaient fortement de la revendication qu'on appelle aujourd'hui la « justice climatique » : il est inadmissible que celles et ceux qui ont profité le plus de l'exploitation de la terre et des sociétés colonisées se refusent à changer d'attitude, et empêchent ainsi le reste de la planète à avoir accès à un développement de leur sociétés.

Acteurs du changement, ici et là-bas

La campagne « Jute statt Plastik » (« Fibre de jute au lieu du plastique »)³, lancée il

y a un peu plus de 40 ans par le réseau des magasins du monde allemands, fut un exemple parfait du rôle précurseur en matière de développement durable. Cette initiative intervenait à un moment où des hausses successives des prix du pétrole avaient bouleversé nos sociétés, et où le modèle économique des pays industrialisés était remis en question pour ses conséquences néfastes sur l'environnement et sur la distribution équitable des richesses. Elle visait à la fois à conscientiser le public – les sacs imprimés véhiculaient le slogan partout – et à soutenir des partenaires au Bangladesh, où les producteurs de la fibre de jute pouvaient profiter d'une plus-value sur un produit transformé sur place à un prix garanti. L'impact du plastique sur l'environnement était



« Jute statt Plastik » - Une campagne internationale des années 1970 qui permettait d'écouler cinq millions de sacs en fibre de jute. On remarque l'orthographe approximative avec un « c » à la fin, adoptée par les ONG de la Suisse.

déjà thématisé à l'époque, mais moins « visible » : à l'heure actuelle des images envoyées par satellites nous montrent que des déchets en plastique ont envahi toute notre planète et l'on mesure la présence de microparticules partout dans le cycle de l'eau.

En relisant les reportages et interviews sur cette campagne - parus à une époque où l'on ne parlait pas encore de changement climatique - la modernité et la multidimensionalité de « Jute statt Plastik » saute aux yeux. Même si cette campagne avait ses limites et ses contradictions - il fallait bien utiliser le sac en fibre de jute plusieurs centaines de fois pour que d'un point de vue écologique il soit moins nocif qu'un sac en plastique et ne pas en racheter par souci de solidarité à chaque passage à la Boutique Tiers Monde du coin - elle permettait de bien illustrer le lien qui existe entre le développement durable (pour nous tous) et équitable (pour les producteurs au Sud). On avait réussi à relier une revendication tiers-mondiste à un problème écologique.

Ce n'est qu'en 1986 que le Luxembourg se dotait d'une loi sur la coopération digne de ce nom⁴. Les ONG de développement (qui commencent alors à se définir comme des ONGD) peuvent se faire agréer par le Ministère des Affaires étrangères en remplissant un certain nombre de critères, dont notamment celui d'œuvrer dans un ou plusieurs pays en voie de développement. La liste des organisations ainsi reconnues s'allongea rapidement. D'abord parce qu'il y en avait déjà un nombre impressionnant à l'époque, dont certaines très petites, qui ne soutenaient parfois qu'un seul projet pour lequel des collectes de fonds fonctionnaient selon le principe du « bouche-à-oreille ». L'attrait de l'agrément pour ces minuscules structures résidait moins dans la possibilité de toucher des cofinancements, qu'au fait que toute ONGD reconnue pouvait établir des certificats sur les sommes reçues pour assurer la déductibilité fiscale à leurs donatrices et donateurs. Ces dernières pouvaient alors déduire ces montants de leur revenu imposable. A une époque où le taux d'impôt marginal était bien plus



« United for Climate Justice » - la manifestation du 27 septembre 2019 réunissait des jeunes et des moins intergénérationnelle et intercontinentale.

élevé que maintenant - du moins pour les classes de revenus supérieures - les ONG n'hésitaient pas à rendre attentifs leur donatrices et donateurs qu'un petit plus en don leur revenait beaucoup moins cher que le montant brut inscrit sur leur virement.

Les organisations plus grandes, qui avaient plusieurs décennies d'expérience, vécurent la nouvelle législation comme un véritable boost : celles qui avaient su profiter des cofinancements européens pouvaient se livrer à des montages financiers impressionnants, qui pouvaient rendre jaloux les confrères et consoeurs des pays voisins ; celles qui n'avaient pas envie à se livrer à la très lourde machine bureaucratique bruxelloise, pouvaient profiter d'un système de cofinancement plus flexible et surtout à plus petite échelle.

A cela s'ajoutait une politique volontariste des gouvernements successifs pour atteindre le fameux objectif des 0,7% d'aide publique au développement par rapport au revenu national brut. Une promesse que les pays industriels avaient avancée en 1970 et qu'ils voulaient atteindre en 1980. Le Luxembourg, venant de très loin, y arriva au pas de course au début des années 2000 - donc avec 20 ans de retard sur le calendrier initial.

Le bénévolat professionnalisé

Cette dynamique de croissance des budgets réservés à la coopération profita aussi aux ONGD. Cela leur a



jeunes pour revendiquer plus de justice

permis à se professionnaliser – même si le bénévolat continue à jouer un rôle important dans le monde des ONGD luxembourgeois – et à devenir des acteurs compétents et reconnus. L'«éducation au développement», donc le travail de sensibilisation et d'information sur les questions de développement, commençait aussi à profiter de financements publics, permettant à leur tour une professionnalisation, même si les moyens budgétaires mis à disposition des ONGD restent en-deçà de ce qui serait nécessaire pour fournir un travail comparable à celui qui a été mis en place en matière de sensibilisation et d'éducation en matière d'environnement – l'autre composante de ce qu'on appelle de nos jours l'éducation au développement durable.

A l'heure où nous vivons une forte mobilisation des jeunes autour de la question du changement climatique, il faut se rappeler que le sommet des Nations Unies sur l'environnement de Rio en 1992⁵ a été un sorte de tournant à plusieurs égards pour les ONG – de développement mais aussi celles orientées vers les questions d'environnement. Pour cette première et importante réunion internationale après la chute du mur de Berlin, le gouvernement luxembourgeois avait décidé – très tard il est vrai – d'intégrer, pour la première fois, des représentant.e.s de la « société civile » dans la délégation officielle. Il avait même été tenté de publier un rapport commun dressant le bilan de la situation dans notre pays et listant les propositions à soumettre au sommet comme contribution du Luxembourg dans la lutte contre le changement climatique et pour la protection de la biodiversité.

Les ONG de développement et d'environnement avaient essayé en vain de faire inscrire un certain nombre de revendications qui auraient pu mener à un véritable changement de nos façons de consommer les ressources limitées afin de réduire de façon significative la production de gaz à effet de serre. Elles finirent par rédiger leur propre document, publié parallèlement au rapport national. Pour la petite histoire : même si le rapport officiel était bien plus approximatif dans ses propos, le gouvernement promettait à l'époque une première fois d'analyser une sortie de la dépendance de la vente de carburants à des non-résidents, le fameux « Tanktourismus ». L'analyse fut réalisée plus de vingt ans plus tard, mais le début de la sortie n'est toujours pas en vue.

Penser globalement, agir localement

« Think globally, act locally » fut un autre slogan repris par les ONGD (et évidemment aussi leur consœurs écologiques) dans la suite de Rio. Ensemble avec des autorités locales, l'ASTM le Mouvement écologique ont mis sur pieds le « Klimabündnis » au

milieu des années 1990⁶. Entre-temps, quelque 40 communes luxembourgeoises ont rejoint le mouvement, qui représente une très large majorité de la population. Au-delà de ces chiffres impressionnants il faut surtout souligner l'ancrage que le Klimabündnis peut avoir dans certaines communes à travers des comités locaux engagés. Au niveau local se côtoient ainsi des représentant.e.s officiel.le.s de la commune avec des citoyen.ne.s engagé.e.s, une sorte de société civile à l'échelle locale.

Des discussions comme celle sur l'empreinte écologique de nos sociétés profitent beaucoup de ces engagements au niveau local, car nombre de décisions ayant un impact direct sur la façon dont nous traitons notre environnement sont prises par les communes. S'il est parfois difficile de rendre plus concret la dimension tiers-mondiste à l'échelle des communes, le Klimabündnis a cependant réussi à en faire une préoccupation des responsables locaux, qui souvent n'hésitent pas à soutenir au niveau national, voire même international, des revendications impactant directement la vie des communautés indigènes de régions malmenées par des sociétés transnationales à la recherche de nouvelles possibilités d'extraction de ressources promettant des profits importants.

Un autre force de la société civile luxembourgeoise : Sa capacité de s'organiser en réseaux. La question de la sécurité alimentaire en est une bonne illustration : Alors que les ONGD critiquaient le politique agricole commune (PAC) dès les années 1970 pour son impact négatif sur les pays en voie de développement, et que les ONG d'environnement mettaient le doigt sur les conséquences néfastes de cette même politique sur l'environnement, les deux approches finirent par se rejoindre. Le réseau « Meng Landwirtschaft » regroupe aujourd'hui des ONG de développement et d'environnement, mais e.a. aussi des associations agricoles critiques du modèle dominant. Ce réseautage, qui se retrouve aussi autour de la question de la responsabilité des

Une dimension plus récente du travail des ONGD comme l'ASTM est la responsabilité qu'elles ont prise en matière de protection de défenseurs des droits. Le travail des ONGD et de leurs partenaires dans le Sud global engendre de plus en plus de situations où des acteurs locaux sont mis en danger, comme leur travail de défense pour les intérêts des populations autochtones se heurte progressivement à des autorités souvent corrompues ou tributaires de groupes d'intérêts.

sociétés transnationales sur leur chaîne de production peut également inclure des syndicats et des associations du secteur social.

Le Sud qui aide le Nord

Mais ce rôle politique – qu'on a pris l'habitude d'appeler « plaidoyer » – n'est pas toujours pris au sérieux, voire même carrément remis en question. Lorsque le Cercle des ONGD avait publié il y a dix ans une étude sur le rôle de paradis fiscal pour la fuite des capitaux depuis les pays en voie de développement joué par le Luxembourg, la grogne fut telle que l'étude a été retirée quelques jours après du site du Cercle⁷. Même le Premier ministre, qui venait d'être réélu, avertissait à la tribune de la chambre que les ONGD « devraient soutenir l'élan en matière de coopération au développement du pays, et pas le remettre en question ». Or l'étude ne contestait nullement les efforts du Luxembourg, elle estimait juste que la perte fiscale subie par les pays du Sud global en raison de la fuite des capitaux vers la place financière pouvait être estimée à un multiple du budget réservé à la coopération. Le message était bien reçu : les ONGD seraient les profiteurs d'un système sur lequel il vaut mieux se taire. Pourtant ladite étude avait émis, bien avant l'heure, un certain nombre de propositions qui ressemblent singulièrement à toute la panoplie de mesures que le Luxembourg a dû prendre par la suite pour ne plus être mis au ban par l'OCDE.

Une dimension plus récente du travail des ONGD comme l'ASTM est la responsabilité qu'elles ont prise en matière de protection de défenseurs des droits. Le travail des ONGD et de leurs partenaires dans le Sud global engendre de plus en plus de situations où des acteurs locaux sont mis en danger, comme leur travail de défense pour les intérêts des populations autochtones se heurte progressivement à des autorités souvent corrompues ou tributaires de groupes d'intérêts. Ces derniers n'hésitent pas à menacer les défenseurs de droits, et le passage à

l'acte est de plus en plus fréquent. Ainsi l'ASTM a dû déplorer l'assassinat de deux défenseurs de droits actifs dans ses organisations partenaires.

Connectées directement à des partenaires locaux aux emprises avec les conséquences de la globalisation, et bien ancrées dans la société luxembourgeoise, les ONGD peuvent influencer sur les décisions politiques au plan national, voire européen, via des réseaux de plus en plus organisés. Pour continuer leur travail elles doivent miser sur la légitimité gagnée à travers cet ancrage, des compétences ainsi acquises, et ne pas trop se soucier de leur dépendance économique de systèmes de cofinancements. Mais le risque de chantage est imminent, car en réduisant les moyens mis à disposition des ONGD, ce sont les partenaires, déjà mis à rude épreuve par leur contextes politiques nationaux, qui en sont les premières victimes. Il s'agit donc de renforcer une authentique société civile tant au Sud qu'au Nord qui sauront s'encourager mutuellement pour avancer vers un monde où la distribution des richesses aura tendance à redevenir plus équitable.

Sources

- 1 <https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-x/index.html> <https://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-x/index.html>
- 2 <http://www.clubofrome.org/report/the-limits-to-growth/> <http://www.clubofrome.org/report/the-limits-to-growth/>
- 3 https://www.deutschlandfunk.de/40-jahre-kampagne-jute-statt-plastik-bewusstsein-fuer.697.de.html?dram:article_id=414208 https://www.deutschlandfunk.de/40-jahre-kampagne-jute-statt-plastik-bewusstsein-fuer.697.de.html?dram:article_id=414208
- 4 <http://www.eluxemburgensia.lu/BnViewer/view/index.html?lang=fr#panel:pp|issue:1784348|article:DTL135|block:DTL2171> <http://www.eluxemburgensia.lu/BnViewer/view/index.html?lang=fr#panel:pp|issue:1784348|article:DTL135|block:DTL2171>
- 5 <https://astm.lu/editorial-bp270-juin-2012/> <https://astm.lu/editorial-bp270-juin-2012/>
- 6 <http://www.eluxemburgensia.lu/BnViewer/view/index.html?lang=fr#panel:pp|issue:1832119|article:DTL172|block:DTL2036> <http://www.eluxemburgensia.lu/BnViewer/view/index.html?lang=fr#panel:pp|issue:1832119|article:DTL172|block:DTL2036>
- 7 <https://astm.lu/steueroasen-aus-entwicklungspolitischer-sicht-der-fall-luxemburg/>

Quand l'Etat n'est pas un interlocuteur fiable...

Au Luxembourg, les ONGD s'adressent systématiquement à l'Etat pour demander la mise en place de politiques ou de lois qui pourraient mener à long terme à des changements structurels au sein de nos sociétés. Mais de plus en plus de partenaires dans le Sud travaillent dans des contextes politiques hostiles.

A qui s'adressent-ils pour provoquer des changements structurels ? Quels sont leurs interlocuteurs ? Si l'Etat ne répond pas ou n'est pas un interlocuteur fiable, comment font-ils ? Témoignages de trois continents...



© Eduardo Sanchez, Unsplash

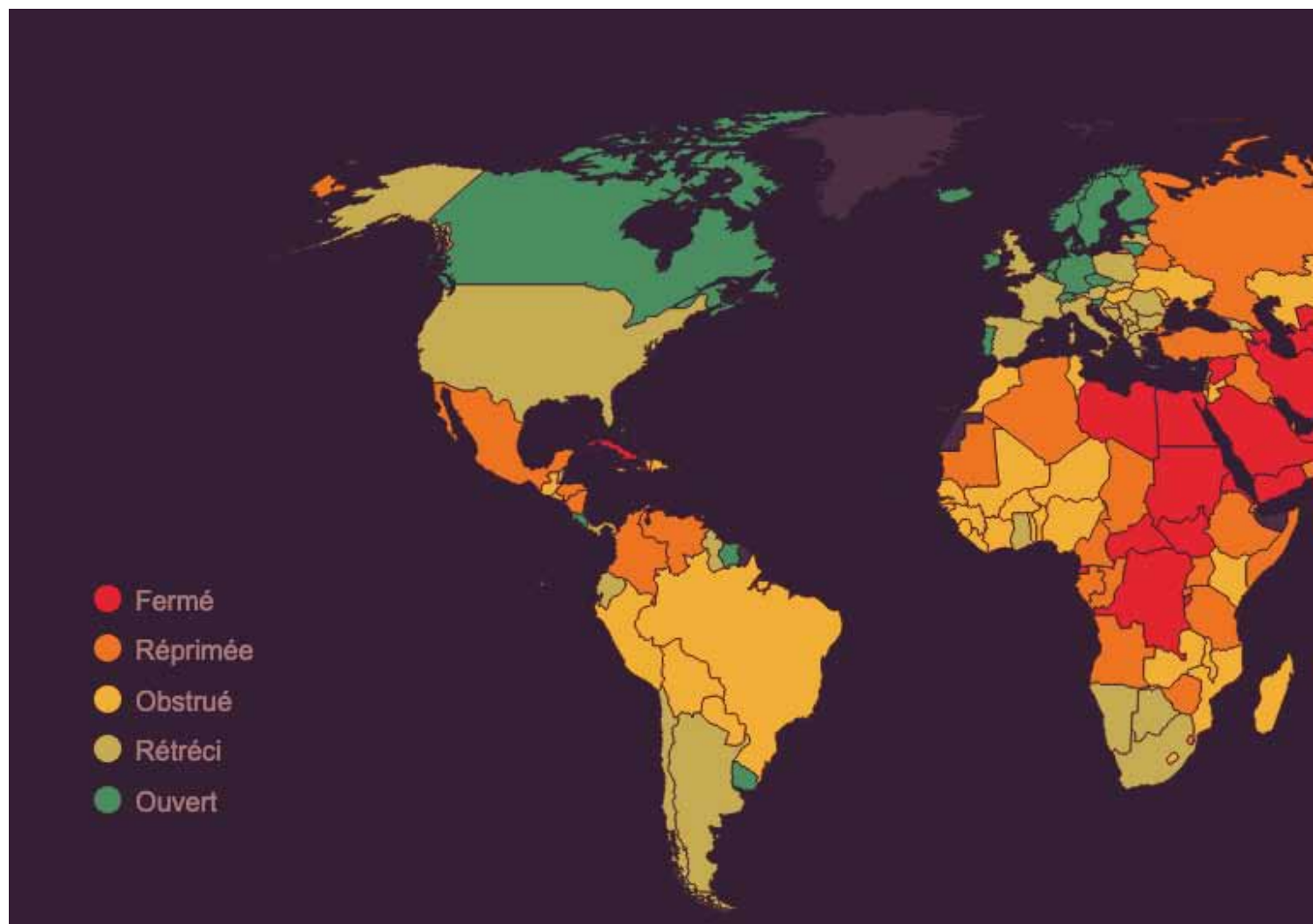
Gilda Rivera, Centro de los Derechos de Mujeres (CDM) Salvador

Je comprends le changement structurel comme quelque chose de profond, qui modifie les relations et les structures de pouvoir. Ces dernières années nous avons pensé que la révolution sandiniste et l'arrivée de la gauche au pouvoir entraîneraient des changements de ce type mais rien de cela ne s'est produit, le système n'a pas été modifié. Néanmoins, nous continuons à miser sur des transformations.

Après plus de 40 ans d'activisme politique, presque 20 ans en tant que féministe ayant promu des actions de plaidoyer de toutes sortes auprès de différents gouvernements et de l'Etat, je crois que tout changement structurel que nous voudrions réaliser doit être fait grâce à la force collective des organisations sociales et populaires. Cet Etat ou plutôt ces gouvernements

et les partis politiques de l'opposition légalement enregistrés ne s'intéressent pas aux changements structurels. Ils aiment déguiser les choses, tromper et actuellement utiliser la force des armes. Ils l'ont toujours fait mais maintenant avec plus d'audace pour imposer leurs intérêts et soumettre tout effort collectif de l'opposition belligérante.

A qui nous adressons-nous ? A la population organisée, aux femmes organisées. Même si nous continuons à faire du plaidoyer, nous n'obtenons pas grande chose avec ce type de gouvernement. Exemple, bien que l'on encourage depuis longtemps diverses actions pour décriminaliser l'avortement, je pense que si des changements se produisaient et qu'on approuvait la dépénalisation de l'IVG, ce que je doute, cela ne serait pas grâce à la volonté des gouvernements mais suite à la pression des femmes organisées. Il n'y a qu'elles pour provoquer ces transformations et même si nous sommes fortes, nous affronterons des oppositions importantes, les Eglises par exemple, comme cela a été le cas en Argentine.



Le „Monitor“ de l'organisation CIVICUS fournit une vue d'ensemble et une évaluation de l'espace civique aux niveaux national et régional: des données en disponibles sur leur site.

Chris Panerio, MASIPAG, Philippines

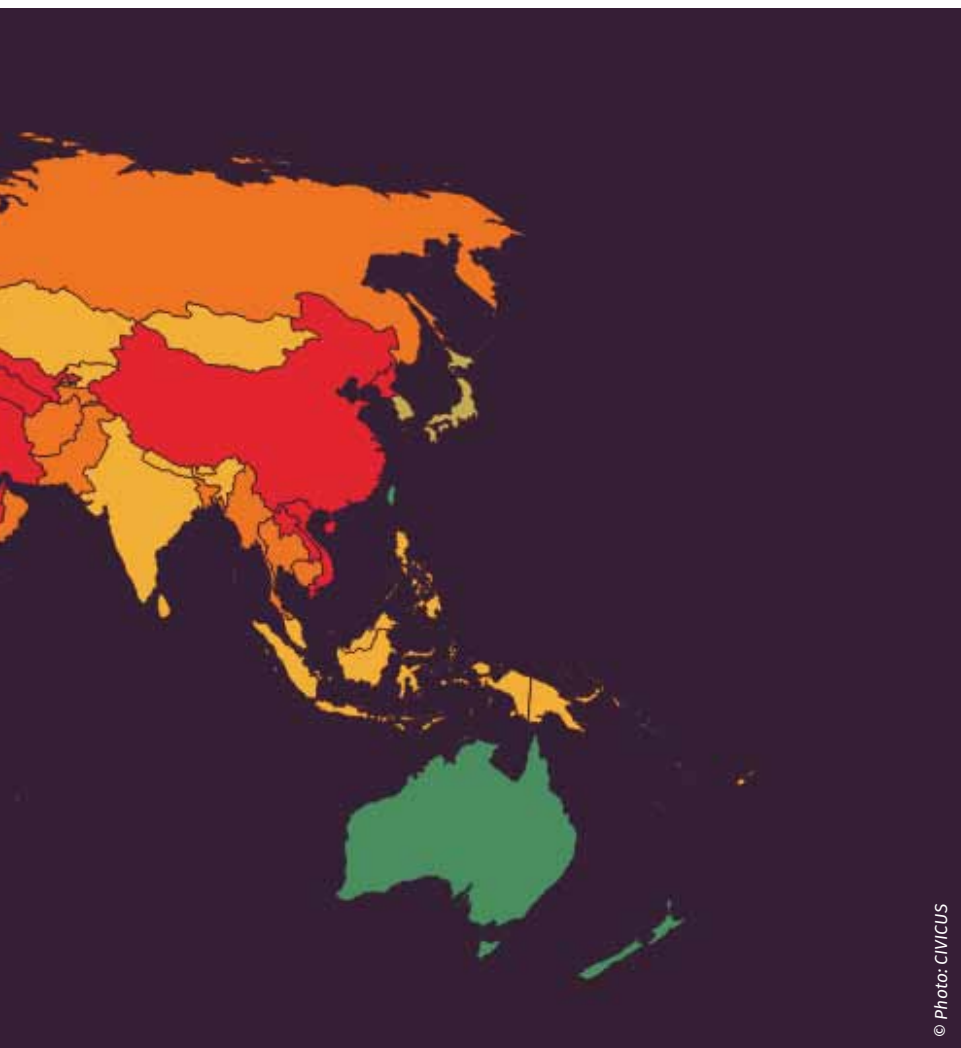
Masipag a toujours considéré que le gouvernement n'est pas une organisation monolithique qui n'adopte que des politiques et des programmes contre la population et anti-paysans - oui, même avec la loi de libéralisation du riz et le mépris gratuit des droits humains qui inclut les campagnes de diffamation, le harcèlement et le meurtre pur et simple! Je m'arrête en particulier sur l'exemple de la loi sur la libéralisation du marché du riz : récemment adoptée par le Sénat, elle a été parrainée par un sénateur dont la famille est fortement engagée dans le secteur immobilier et dont le fils est le secrétaire du ministère des

Travaux publics et des Autoroutes. Dire qu'il s'agit d'un conflit d'intérêts évident est vraiment un euphémisme ! La loi sur la libéralisation du riz a ouvert le pays au riz importé à bas prix, mettant ainsi les riziculteurs philippins dans une situation désespérée. Par conséquent, de nombreux riziculteurs risquent de faire faillite et si cela se produisait, beaucoup d'entre eux opteraient pour la vente de leurs terres, ce qui ferait le bonheur des promoteurs immobiliers.

Cependant, cet événement récent ouvre aussi des portes pour le plaidoyer ! Masipag et d'autres organisations de masse comme le KMP peuvent travailler avec les collectivités locales et peut-être même avec d'autres législateurs dans les deux Chambres sur la façon d'abroger la loi et de prendre des mesures pour

essayer d'aider les producteurs de riz. Les programmes d'aide aux agriculteurs de Masipag visent à les mobiliser afin de lutter, d'une part, pour l'abrogation de la loi et d'autre part à convertir leurs fermes du mode de culture classique au mode biologique et de monoculture en agriculture diversifiée/intégrée.

La stratégie consiste donc à faire participer le gouvernement (qu'il soit local ou national) et en même temps à donner aux populations concernées les moyens d'agir. Au niveau national, nous avons impliqué les autorités en nous mobilisant contre elles. Au niveau des collectivités territoriales, ce sont surtout nos agriculteurs qui font du lobbying car il faut garder à l'esprit que les agriculteurs locaux sont membres de ces collectivités



temps quasi réel et des données empiriques sur l'état de la société civile dans 195 pays sont

et qu'ils sont donc les lobbyistes les plus efficaces !

Yawovi KUMESSI, Centre d'Action pour le Développement Rural, Togo

Le changement structurel est un processus par lequel la structure d'une entité ou d'un pays est modifiée globalement ou substantiellement, pour atteindre un résultat ou un niveau de vie plus amélioré. A cet effet, l'Etat est investi de compétences nécessaires à opérer ce changement à travers

le respect des droits humains et la promotion du développement humain durable. L'Etat central constitue donc le premier interlocuteur dans le processus de changement structurel et doit veiller à cela pour le bien-être de toute la population. Entre autres interlocuteurs, avons-nous aussi les autorités locales, les organisations sous régionales et internationales dont fait partie notre pays et les pays avec lesquels le Togo entretient des relations bilatérales.

Une société civile qui est dynamique et qui bouge constitue une force pour son pays. Elle sert d'intermédiaire entre l'Etat et les populations d'une part et d'autre part, entre les populations et d'autres partenaires techniques et financiers. Si l'Etat ne répond pas alors il faut que la

Dans son rapport 2019 sur l'état de la société civile, CIVICUS a fait état d'une nouvelle année d'attaques intenses contre les droits fondamentaux. Le rapport identifie les principales tendances qui ont affecté la société civile en 2018 et qui se poursuivront en 2019, notamment les suivantes:

- Attaques persistantes contre la réponse humanitaire
- Répression de l'espace civique des groupes exclus
- Nécessité d'un nouveau regard face au populisme autoritaire
- Prolifération des protestations sur des questions quotidiennes
- Echec économique et la nécessité d'une économie démocratique
- Affaiblissement du multilatéralisme et la fragilisation du système international
- Elections défectueuses et frauduleuses
- Pouvoir croissant des groupes anti-droits humains

société civile dans sa fonction de veiller et d'éveilleur s'organise et intervienne pour rappeler à l'Etat son rôle. Une société civile inactive est un boulevard pour l'Etat à faire ce que bon lui semble. Et dans ces circonstances, le respect des droits humains et le développement ne sont pas toujours une priorité. Par ailleurs, des actions doivent être aussi menées de l'extérieur auprès de ces autres partenaires (Institutions sous régionales et internationales, partenaires bilatéraux, etc...) de l'Etat toujours par la société civile pour contraindre l'Etat à opérer ces changements en vue d'un monde plus juste, plus solidaire et plus durable.

Les défis pour la solidarité et la lutte pour les droits humains en temps de charité, d'affaires et de pouvoir: Réflexions sur le contexte bolivien



Marco Antonio Gandarillas Gonzalez, CEDIB

Lors d'un entretien il y a quelques mois, Amparo Carvajal, présidente de l'Assemblée Permanente des droits humains bolivienne et combattante la plus emblématique pour les droits humains du pays a déclaré: «C'était plus facile de travailler sous les dictatures que maintenant»¹. Cette déclaration résume très bien le sens de la lutte pour les droits humains ces dernières années en Bolivie. Pour la plupart des organisations historiques du pays, qui sont nées dans la contestation des dictatures dans les années 1970, la situation est critique car elles font face à des contraintes permanentes et des menaces des plus hautes autorités nationales du gouvernement «démocratique» d'Evo Morales².

Que se passe-t-il lorsque l'État s'approprie et se réserve le cadre de la transformation sociale ? Que se passe-t-il lorsque toute critique sociale est interprétée par le pouvoir comme une attaque qu'il faut anéantir ? Après plus de 13 ans au pouvoir, le gouvernement bolivien a presque entièrement subordonné l'État (y compris le pouvoir législatif, judiciaire et électoral) et a déployé des stratégies de contrôle ciblées et, lorsqu'elles se sont révélées insuffisantes, des moyens répressifs vis-à-vis d'une grande partie de la société civile du pays. Nous sommes à un moment critique, où le cadre de l'action transformatrice est sévèrement restreint et où il faut se battre quotidiennement pour pouvoir

exercer les droits fondamentaux. Dix ans après l'approbation d'une nouvelle constitution (2009), dans laquelle une très grande panoplie de droits humains a été reconnue, y compris les droits collectifs encore à réaliser, on constate paradoxalement que ces intentions sont restées lettre morte et qu'en réalité elles ne sont pas mises en application.

Pour comprendre ce que cela implique pour l'action des ONG, il est nécessaire de passer brièvement en revue la diversité des acteurs de la société civile liés à la coopération internationale en Bolivie. Rodríguez-Carmona (2009, 50) a classé les tendances dominantes de l'action des ONG boliviennes entre son émergence et le début du gouvernement Morales. Il a observé quatre périodes : 1. Dictatures militaires, 2. Recouvrement de la démocratie et ajustement structurel (1983-1993), 3. Réformes visant à institutionnaliser les canaux de participation sociale (1994-2002) et 4. Crise de gouvernance et discussion des règles du jeu (2003-2006).

Pendant la première période, le rôle principal des ONG a été caractérisé par l'action de «prise de conscience» consistant dans l'organisation de la résistance civile ainsi que dans la promotion de l'éducation populaire; au cours de la seconde période, les fonctions les plus importantes furent «politique, innovation et subsidiarité (à l'État)», avec comme rôle l'articulation

des revendications sociales, la promotion du développement rural et la fourniture de services de base. La troisième période s'est caractérisée par une concentration des fonctions sur les services de «subsidiarité (à l'État et au secteur privé) et innovation» avec des rôles beaucoup plus diversifiés liés à la fourniture de services de base, techniques, financiers, à la promotion de potentiels de développement économique, d'accès aux marchés, etc. Enfin, au cours de la quatrième période, les fonctions ont oscillé entre «la subsidiarité (à l'État, au secteur privé et à la société civile), la politique et la sensibilisation». Cet auteur souligne que parmi les rôles émergents ou renforcés de cette période, il y a celui de «l'accompagnement des mouvements sociaux et des organisations de base ; la production d'informations et d'analyses de la qualité, l'impact au niveau politique, la promotion de la participation politique (des secteurs pauvres)» entre autres. Cela montre que le processus a conduit à une complexité et à une différenciation des acteurs et de leurs agendas.

Dès l'arrivée au pouvoir de Morales, un groupe de représentants et de membres d'ONG a occupé des postes gouvernementaux de haut niveau³. En peu de temps, grâce à cette incorporation, le gouvernement s'est approprié les agendas sociaux et les canaux de critique sociale, diminuant ainsi la capacité de revendication de droits. La stratégie déployée était le contrôle et la soumission de l'action sociale, indépendante et critique.

Depuis 2010, il y a eu un processus de classification de ce qui est nécessaire et inutile dans le domaine des ONG⁴. De l'avis du gouvernement, les domaines prioritaires de la coopération seraient la charité et l'assistance. Ainsi, la loi régissant la personnalité juridique des associations sans but lucratif (Loi 351, mars 2013) définit les ONG comme suit : «ce sont des organisations de droit privé, ayant comme nature le service social, l'assistance, la charité ...»⁵. Cette loi représente une méconnaissance de l'existence d'ONG qui assument des rôles au-delà de l'assistanat tels que la lutte pour l'application des droits humains

Bolivia.
Acciones estatales para restringir el trabajo de ONG de derechos humanos
Periodo 2013-2016



Actions de l'Etat bolivien pour restreindre le travail des ONG dans le domaine des droits humains (2013-2016): harcèlement administratif, menaces d'illégalisation et menaces d'expulsion/fermeture.

et elle entraîne donc une limitation juridique pour la défense même des droits humains en Bolivie.

Pendant l'année où la loi a été votée, d'autres mécanismes visant à restreindre le travail des ONG nationales et internationales actives dans la défense des droits humains ont été déployés, et dans ce contexte, le fait le plus important a été l'expulsion de l'ONG IBIS⁶. Après l'approbation de ce texte, le travail de coopération internationale - y compris celui de nombreuses ONG internationales basées dans le pays - s'est déplacé désormais de l'axe société civile indépendante vers l'axe État-Société civile alignée. La stratégie employée était la suivante (voir le tableau ci-dessous).

Propre élaboration

Dans ce nouveau contexte, de nombreuses ONG (nationales et internationales) ont changé leurs priorités, ancrées jusque-là dans la lecture des droits humains, des droits des peuples autochtones et de la défense de l'environnement avec des lignes d'action très publiques (promotion du débat public, réalisation d'études et augmentation de l'impact politique). Les nouveaux objectifs avaient une envergure éminemment d'assistance et d'aide financière (avec une prédominance des microcrédits)

pour lesquels elles pouvaient compter sur l'aide du gouvernement⁷. Parfois, les ONG internationales de promotion des droits ont décidé en parallèle de fermer leurs programmes de coopération avec la société civile sur des questions cruciales (peuples autochtones et extractivisme) et de consolider de nouveaux partenariats avec les agences gouvernementales⁸.

Le message était clair : s'adapter ou disparaître. Il est important de noter que dans ce virage politique, il faut considérer le contexte international de la coopération officielle au développement. Avec la crise financière en Europe, la plupart des bailleurs de fonds avaient considérablement réduit les montants affectés à la coopération internationale. En plus, le fait de travailler dans un pays en « incommodant » le gouvernement mettait la prolongation de leur présence à haut risque. Ainsi de nombreuses organisations ont fait le choix de la sécurité en démissionnant de leur rôle indépendant et pertinent aux côtés des victimes d'abus de pouvoir.

Le résultat initial a été la quasi-interdiction des questions critiques à l'ordre du jour de la coopération⁹. À titre d'exemple, de nombreuses plateformes de solidarité avec les causes autochtones (DESC) n'ont plus trouvé d'appui ; en outre, d'importants réseaux nationaux de promotion et de défense de l'environnement ont dû fermer face

à un manque de ressources. L'effet de cette sanction financière a été la censure et l'autocensure lorsqu'il s'agissait de travailler sur la question des droits humains : une sorte de renoncement forcé.

Dans ce sens, on peut identifier des tendances nouvelles dans les relations entre les organisations du Nord et du Sud. Pour certaines d'entre elles, la nouveauté consiste en la force renouvelée qu'elles acquièrent.

La première concerne le retour de l'agenda « dépolitisé ». En partant de l'idée que l'assistance technique et l'amélioration des services de base contribuent par eux-mêmes aux droits humains, les programmes d'accès à l'eau salubre et à l'assainissement prolifèrent. Ce n'est pas que de telles interventions soient nuisibles en elles-mêmes, mais l'approche d'intervention se limite à « l'accès » (installation de puits, de points de vente ou de connexions) des populations appauvries, qui sont réduites à des « bénéficiaires » sans que les droits associés à la durabilité et à la qualité du service soient promus. La Bolivie est un pays où l'accès à l'eau potable est rare car la plupart des sources disponibles sont contaminées et les fournisseurs de services n'ont pas la capacité d'assainissement de l'eau¹⁰. Les programmes d'accès ne résolvent qu'une partie du problème dont l'État devrait assumer toute la responsabilité¹¹. Dans ces interventions, il semble y avoir un net revers dans la compréhension de la cause de « l'injustice de l'eau » parce qu'on renonce à exiger le « droit à l'eau » et de renforcer les capacités des « sujets sociaux transformateurs » pour garantir ce droit.

Une autre tendance inquiétante est le renforcement des microcrédits et de l'entrepreneuriat en tant que sujets dominants de plusieurs donateurs qui les considèrent comme voies alternatives à l'exigence de l'application de droits. Dans le cas du microcrédit, la croissance est notoire¹². Ainsi, le secteur « ONG » dédié au microcrédit a connu une croissance écrasante. Nous mettons le terme ONG entre parenthèses, parce



que ces organisations sont enregistrées et reconnues par la loi bolivienne comme des entités «sans but lucratif», mais leurs états financiers révèlent d'importants profits. Un seul réseau de ces organisations a des bénéfices supérieurs à 10 millions de dollars par mois¹³. Le plus gros problème avec le microcrédit est précisément que les bénéfices proviennent d'un taux d'intérêt très élevé, une situation qui appauvrit encore davantage les personnes vulnérables telles que les femmes chefs de famille¹⁴.

Dans une optique complètement différente, certaines ONG nationales ont renouvelé les processus de lutte pour les droits. En devant surmonter un océan d'obstacles et d'actions répressives, la lutte pour les droits humains prend un sens très large mais aussi très spécifique dans ce contexte. En Amazonie, d'importants efforts internationaux de recherche et de documentation ont été fournis sur les transformations de la vie des communautés locales (peuples indigènes spécialement)¹⁵. Les efforts déployés par le CEDIB pour dénoncer les violations des droits humains par l'extractivisme et les efforts visant à construire des espaces d'articulation collective, de formation et de plaidoyer tant au niveau local, national et international sont très importants.

Les efforts multinationaux visant à dénoncer les acteurs qui violent les droits humains, qu'il s'agisse d'une société en particulier¹⁶ ou de groupes d'entreprises comme les entreprises minières canadiennes ou encore les chinoises¹⁷, constituent des tentatives remarquables d'innovation et de collaboration Sud-Nord et Sud-Sud. Dans d'autres domaines, d'importants efforts sont déployés pour promouvoir les droits de la nature¹⁸ et les alternatives aux extractivismes¹⁹.

L'un des efforts les plus notables en matière de coopération solidaire a été réalisé dans le cadre de la Campagne mondiale de démantèlement du pouvoir des entreprises multinationales²⁰. Plus de 200 organisations de différents continents ont décidé de s'associer afin de parvenir à un traité contraignant sur les sociétés multinationales et les droits humains. Il s'agit là de pratiques remarquables, bien qu'encore minoritaires, en faveur d'une action sociale transnationale pour les droits humains. Par ces articulations, la coopération et les organisations mondiales du Nord et du Sud se donnent les moyens opportuns pour affronter les défis liés à la crise environnementale mondiale et aux immenses asymétries entre les peuples et les entreprises.

Sources:

- 1 Amparo Carvajal: "Me era más fácil trabajar en las dictaduras que ahora". Nelson Peredo. Los Tiempos 02/03/2019.
<https://www.lostiempos.com/actualidad/pais/20190302/amparo-carvajal-me-era-mas-facil-trabajar-dictaduras-que-ahora>
- 2 Denuncian ante la CIDH 72 casos de "amedrentamiento" a DDHH y ONG. Laura Maldonado. Página siete. 09/05/2019. <https://www.paginasiete.bo/nacional/2019/5/9/denuncian-ante-la-cidh-72-casos-de-amedrentamiento-ddhh-ong-217488.html>
- 3 AU moins 50 autorités gouvernementales travaillent pour les ONG. Página Siete 13/08/2015.
- 4 Evo dit qu'il n'y a plus de raison d'être pour les ONG puisque la pauvreté dans le pays a été réduite. ABI. Página Siete. 20/08/2015. <https://www.paginasiete.bo/nacional/2015/8/20/dice-razon-para-porque-redujo-pobreza-pais-67240.html>
- 5 Ley 351, Art 4.3. Definiciones.
- 6 Le gouvernement expulse la ONG IBIS pour ingérence politique. Carlos Corz. La Razón 20/10/2013. http://www.la-razon.com/nacional/Gobierno-Bolivia-ONG-IBIS-injerencia_0_1964803571.html
- 7 Sept ONG du secteur financier auront leur licence d'activité. ANF, Página Siete. 10/09/2016. <https://www.paginasiete.bo/economia/2016/9/10/siete-financieras-tendran-licencia-operacion-109318.html>
- 8 Le cas emblématique de ce changement de cap est celui d'OXFAM international qui finance le Centre d'Investigation de la Vice-présidence.
- 9 Financiers et fondations proches du gouvernement sont à la tête d'ONG s qui ont obtenu leur personnalité juridique. ANF. Jímena Mercado. Página Siete. 20/08/2015. <https://www.paginasiete.bo/nacional/2015/8/20/financieras-fundaciones-vinculadas-gobierno-lideran-lograron-personeria-67239.html>
- 10 Par exemple à La Paz, siège du gouvernement, on constate une présence élevée de métaux lourds dans l'eau que consomment les humains : Voir : Oscar Campanini & Marco Gandarillas. Minería y agua: supremacía extractivista y erosión de derechos. En revista bienal de la Cooperación Suiza en Bolivia. 2016.
- 11 Sur la problématique de la privatisation des services d'eaux dans des zones urbaines et le rôle des petits prestataires : Escarley Torrico, Emergencia urbana: urbanización y libre mercado en Bolivia. CEDIB 2018.
- 12 Asoban révèle que le microcrédit est le secteur le plus important dans le portefeuille de crédits. Money diario digital financiero. 07/06/2019. <https://www.money.com.bo/-moneycq2/ecofinanzas/8207-asoban-revela-que-el-microcredito-es-el-rubro-mas-destacado-en-la-cartera-credicia>
- 13 https://www.finrural.org.bo/archivos/info_financiera/2019/financiera_08_2019.pdf
- 14 Pour un analyse critique du rôle du microcrédit en Bolivie voir: Graciela Toro. La Pobreza un gran negocio: un análisis crítico sobre Oenegas, Microfinancieras y Banca. Mujeres Creando.
- 15 Il s'agit d'un effort du Réseau panamazonien REPAM pour élaborer avec la CIDH un rapport sur la situation des peuples autochtones en Amazonie (2018-2019).
- 16 <http://observadoresglencore.com>
- 17 <http://chinaambienteyderechos.lat>
- 18 <http://naturerightswatch.com>
- 19 <http://transiciones.org/alternativas-al-extractivismo-aportes/>
- 20 <https://www.stopcorporateimpunity.org/?lang=es>

Von der finanziellen Unterstützung zur ebenbürtigen Partnerschaft 30 Jahre Zusammenarbeit mit philippinischen Partnern



Julie Smit

Wie alles anfang

ASTMs erste Kontakte mit den Philippinen gehen auf das Jahr 1989 zurück, als wir von der deutschen Nichtregierungsorganisation (NRO) medico international gebeten wurden, die rezent gegründete philippinische Gruppe Philippine Medical Action for Relief and Rehabilitation (PMARR), zu unterstützen. Für uns war dies Neuland: bis dahin hatten wir keine Kontakte zu den Philippinen gehabt, unsere Kenntnisse der Geographie, Geschichte oder der soziopolitischen Zusammenhänge im Lande waren so gut wie null. Aus dieser ersten Projekterfahrung mit PMARR lernten wir, dass die Philippinen nicht nur regelmäßigen Naturkatastrophen, sondern auch den Folgen bewaffneter Konflikte ausgesetzt sind, die unter anderem auf weit verbreitete Armut, eine unfaire Verteilung von Wohlstand und eine fehlende staatliche Grundversorgung zurückzuführen sind. Es stellte sich aber auch heraus, dass diese Missstände von einer besonders engagierten und kompetenten Zivilgesellschaft bekämpft wurden.

Durch PMARR lernten wir den nationalen Dachverband der lokalen Basisgesundheitsprogramme CHD mit Sitz in Manila kennen. Das Konzept der CBHP zielt darauf ab, lokal organisierte Gesundheitsstrukturen zu erschaffen, die

der Dorfgemeinschaft eine medizinische Grundversorgung gewährleisten. Gleichzeitig fordert die CBHP-Bewegung die Regierung des Tages auf, ihrer Verantwortung bei der Bereitstellung angemessener Gesundheitsdienste für alle gerecht zu werden.

Der Zugang zu Land als Grundlage für ein Leben in Würde - neue Partnerschaften entstehen

Nachdem wir CHD einige Jahre unterstützt hatten, beschlossen wir, mit zwei Basisgesundheitsprogrammen zusammenarbeiten, um ein Bild der Realität in den Dörfern zu bekommen. Anhand dieser Erfahrungen wurde uns deutlich, dass die schlechte Gesundheitssituation der Bevölkerung in den ländlichen Gebieten eine direkte Folge der Armut ist, die wiederum unmittelbar auf die herrschenden sozioökonomischen Strukturen auf den Philippinen zurückzuführen ist, wo die politische und wirtschaftliche Macht in den Händen einiger weniger reicher Familien liegt, die sich, notfalls mit Gewalt, einer gerechteren Verteilung von Land und Macht widersetzen.

Uns wurde auch klar, dass die Landfrage ein zentrales Problem für die Entwicklung darstellt, denn der Zugang zu Land ist eine wichtige Voraussetzung für das Recht auf Nahrung und Gesundheit. So kam es 1990 zu einer ersten Partnerschaft mit der nationalen Bauernbewegung KMP die die philippinischen Kleinbauern in ihrem Kampf um das Recht auf das Land unterstützt, das ihre Familien seit Generationen bewirtschaften und das die Grundlage ihres Lebensunterhalts ausmacht.

Bei der langjährigen Zusammenarbeit mit unseren Partnern auf den Philippinen war es für uns immer wieder anregend zu erleben, wie sie ihre Arbeitsstrategien regelmäßig neuen Situationen und sich ändernden Bedürfnissen anzupassen wussten. So lag in den ersten Jahren unserer Partnerschaft mit KMP der Akzent auf der Ausbildung von freiwilligen Rechtsberatern und der Forderung nach dem Recht auf Land mittels einer wahrhaftigen Agrarreform. Während diese Forderung immer noch im Mittelpunkt steht, sah KMP später die Notwendigkeit, sich über die Art der Landwirtschaft Gedanken zu machen, die den Interessen der Kleinbauern nach Erlangung eigener Landtitel am ehesten dienen würde. So wurde die Förderung eines agrarökologischen Ansatzes zu einem zweiten wichtigen Arbeitsschwerpunkt von KMP, da die Agroökologie es den Bauern ermöglicht, selbständig und ohne den Einsatz von Chemie kostengünstiger und gesünder zu produzieren.

Im Laufe der Jahre entwickelte die ASTM auch neue Partnerschaften mit philippinischen Organisationen, die zwar auf unterschiedliche Art und Weise aber in enger Zusammenarbeit nach dem gemeinsamen Ziel streben, ländliche Gemeinschaften zu befähigen, sich aus der Armut zu befreien und ihr Recht auf ein Leben in Würde zu verwirklichen. Es handelt sich dabei um langfristige Beziehungen: mehrere Partnerschaften sind mittlerweile mehr als 20 Jahre alt.

Moderne Technologie erleichtert die Kommunikation

Beim Durchblättern einiger Akten aus den ersten Jahren unserer Philippinenarbeit stieß ich auf einen Brief unseres ersten Partners PMARR vom September 1992. ASTM hatte PMARR einige Wochen vorher um einen Artikel für unsere Zeitschrift „brennpunkt“ zur aktuellen politischen Lage gebeten. Zwischen dem Abschicken eines Briefes und dem Erhalt einer Antwort aus den Philippinen vergingen damals oft einige Wochen. Alles schwer vorstellbar in der heutigen Zeit, in der die digitalen Medien es uns ermöglichen, etwaige Fragen zu den Projekten mit den Partnern per Email oder gar direkt per Skype zu diskutieren. So können sie uns jetzt zu jeder Zeit über aktuelle Ereignisse vor Ort informieren, sei es eine Ausbildung zur biologischen Landwirtschaft, eine Kundgebung zu Landrechten oder einen Fall von Menschenrechtsverletzungen, von dem sie betroffen sind. Der technologische Fortschritt macht es auch möglich, die aktuellen politischen Entwicklungen und Debatten in den Ländern unserer Partner genauer zu verfolgen.

Außerdem reisen viele unserer Partner heute viel häufiger als früher nach Europa und viele machen einen Abstecher nach Luxemburg. Dies bietet den Mitgliedern der ASTM und der interessierten Öffentlichkeit eine einzigartige Gelegenheit, den Partnern zu begegnen und sich aus erster Hand über die aktuelle Situation auf den Philippinen und die Probleme zu informieren, mit denen sie konfrontiert werden.

Unter den vielen Besuchen der letzten Jahre sticht der Besuch 2016 von Michele Campos, Tochter eines Indigenführers auf der Insel Mindanao, als besonders bewegendes Ereignis hervor. Ihr Vater Dionel Campos war im Jahr zuvor

von mutmaßlichen paramilitärischen Gruppen in Lianga, Surigao Del Sur ermordet worden. Er hatte Proteste gegen die Aktivitäten von Bergbauunternehmen und den Ausbau von Plantagen in seiner Region organisiert, die zur Verdrängung der Menschen von ihrem Land führen.

Nord-Süd-Solidarität jenseits der finanzieller Unterstützung

Über den Begriff „Partnerschaft“ zwischen den NRO im Norden und den Organisationen im Süden, mit denen sie zusammenarbeiten, wird in entwicklungspolitischen Kreisen viel diskutiert. Man stellt sich die Frage, inwieweit man von Partnerschaft reden kann, wenn ein Partner über den Geldbeutel verfügt, während der andere lediglich Empfänger ist. Als Trägerorganisationen finden sich europäische NRO regelmäßig zwischen zwei Stühlen. Sie sind selber verpflichtet, ihren eigenen Geldgebern Rechenschaft über die korrekte Verwendung der ihnen anvertrauten finanziellen Mittel abzulegen, und müssen daher auf eine genaue Rechenschaftslegung über die ihnen zur Verfügung gestellten Mittel von den Partnern verlangen. Die Notwendigkeit der Rechenschaftspflicht über die korrekte Verwendung von Steuergeldern – einschließlich der öffentlichen Kofinanzierung von Entwicklungsvorhaben – steht selbstverständlich gänzlich außer Frage. Die Tatsache jedoch, dass die NRO im Norden diese Kontrollfunktion ausübt bzw. ausüben muss, aber auch als Geldgeber die Wahl oder Ausrichtung der zu finanzierenden Aktivitäten ihrer Partner im Süden in Frage stellen oder beeinflussen kann, lässt den Schluss zu, dass man hier nicht von einer gleichberechtigten Partnerschaft im engeren Sinne reden kann. Die ASTM hat sich des Öfteren damit auseinandergesetzt.

Es hat sich aber in den letzten Jahren eine andere Dimension der Solidarität mit unseren Partnern entwickelt, die nicht mit finanzieller Unterstützung verbunden ist.

Von Anfang an ging es für die ASTM beim Begriff Solidarität mit den Partnern im Süden nämlich um mehr als die rein finanzielle Unterstützung ihrer Projekte; genau so wichtig war es, die Öffentlichkeit und die Entscheidungsträger in Luxemburg und Europa auf die Probleme aufmerksam zu machen, die die Menschen im Süden der Welt betreffen und ihrer Entwicklung im Wege stehen. Die oben erwähnten neuen Kommunikationsmöglichkeiten tragen dazu bei, dass wir heutzutage viel besser und schneller über politische Entwicklungen in den Ländern unserer Partner oder Ereignisse, die sie betreffen, informiert sind und darüber berichten können. Im Falle der Philippinen geht es vor allem um Menschenrechtsverletzungen; so konnten wir in den letzten Jahren unser Außenministerium über mehrere Fälle von Verstößen gegen die Menschenrechte informieren, wie die Verhaftung einer Mitarbeiterin einer unserer Partnerorganisationen im Jahr 2012



Alfie Pulumbarit, Mitglied der philippinischen Masip Trainingskurs für Aktivisten in Luxemburg.

oder die gewaltsame Niederschlagung einer von KMP organisierten friedlichen Demonstration von Kleinbauern im Jahr 2016.

Eine weitere Entwicklung der letzten Jahre hat den Beziehungen mit unseren Partnern eine neue Dimension verliehen, die es der ASTM und ihren Partnern ermöglicht, verstärkt auf Augenhöhe zusammenzuarbeiten. Für die politische Lobbyarbeit sowie die Informations- und Sensibilisierungsarbeit, die bei der ASTM eine immer größere Rolle spielen, sind wir nämlich auf die zuverlässigen und authentischen Informationen unserer Partner im Süden angewiesen. Ihre auf jahrelanger Erfahrung mit der Realität vor Ort basierenden Kenntnisse sind privilegierte Informationsquellen.

Beispielhaft für diese Form der Zusammenarbeit mit einer Partnerorganisation war die 2013 von der ASTM organisierte Kampagne gegen Landraub, in der wir versuchten, auf der Grundlage von Beispielen in drei Partnerländern das globale Problem von Landraub darzustellen. Im Rahmen der Kampagne stellte unser Partner, die philippinische Bauernbewegung



ag-Organisation und ASTM-Partner, leitete einen

KMP, Informationen zur Situation in der Provinz Isabela zur Verfügung, wo ein ausländisches Unternehmen Kleinbauern von ihrem Land zu vertreiben versuchte, um Zuckerrohr für die Herstellung von Agrotreibstoffen anbauen zu können. KMP organisierte auch den Besuch eines Photographen vor Ort, damit er Material für die Kampagne bekommen konnte.

Es kommt auch immer häufiger vor, dass wir und unsere Partner zu den gleichen, global relevanten Schwerpunktthemen arbeiten, wie etwa der Klimawandel, die Auswirkungen der Aktivitäten multinationaler Konzerne auf die Menschenrechte oder die Gentechnik. Hier entstehen oft interessante Möglichkeiten des Informations- und Erfahrungsaustausches und Gelegenheiten, die Arbeit des anderen sinnvoll zu ergänzen. So besuchte uns neulich ein Mitglied unseres Partners MASIPAG, der sich für die Agroökologie als Beitrag sowohl zum Klimaschutz also auch zur Anpassung der Landwirtschaft an den Klimawandel einsetzt.

Die verstärkte Betonung auf politische Arbeit hat es uns auch ermöglicht, Kontakte zu einer Reihe von Organisationen in den Philippinen zu knüpfen, die nicht zu unseren langfristigen, regelmäßig finanzierten Partnern gehören, mit denen wir aber zunehmend auf politischer Ebene zusammenarbeiten. Die Menschenrechtsorganisation KARAPATAN und das wirtschaftspolitische Forschungsinstitut IBON International sind nur zwei Beispiele einer solchen Zusammenarbeit.

Solidaritätsarbeit mit den Philippinen - ein persönlicher Rückblick

Nach fast nunmehr 30 Jahren persönlicher Kontakte mit den Philippinen stelle ich heute fest, dass sich im Laufe der Jahre eine allmähliche, aber signifikante Veränderung in der Art und Weise vollzogen hat, in der ich meine Rolle in der philippinischen Solidaritätsarbeit wahrnahm. Auslöser dafür war wohl meine wachsende Frustration über die

Dieser Rückblick über 30 Jahre Philippinenarbeit der ASTM wurde aus der 6. aktualisierten und erweiterten Auflage des von Rainer Werning und Jörg Schwieger herausgegebenen „Handbuch Philippinen“ entnommen, das im Februar 2019 im Regiospectra Verlag, Berlin erschien. Der Beitrag wurde von Julie Smit verfasst, die als ASTM-Mitglied mehrere Jahre für die Projektpartnerschaften auf den Philippinen zuständig war.

Handbuch Philippinen

Rainer Werning / Jörg Schwieger (Hg.): Handbuch Philippinen. Gesellschaft – Politik – Wirtschaft – Kultur. Regiospectra Verlag, Berlin 2019, 6., aktualisierte & erweiterte Auflage. 496 Seiten.

Ungerechtigkeit, die der Armut auf den Philippinen zugrunde liegt und der tiefe Respekt vor dem großen Engagement und der Mut der vielen Aktivisten, die dagegen ankämpfen. Es handelt sich um die Transition von der Rolle einer sympathisierenden Beobachterin zum Gefühl, selber Teil ihres Kampfes zu sein.

Dieses veränderte Selbstverständnis wurde mir im Sommer 2016 sehr deutlich, als ich zusammen mit einigen unserer Partnerorganisationen an einer Konferenz im Süden der Philippinen teilnahm. Als wir zwei Tage lang Seite an Seite arbeiteten, wurde mir bewusst, dass wir zu KollegInnen, ja MitstreiterInnen geworden waren, die gemeinsam, jede auf ihre Weise, für eine gerechtere Welt kämpfen.

La solidarité en mouvement!

Vers une citoyenneté mondiale?



Nicole Etikwa Ikuku

Au moment où j'écris cet article, des personnes partout dans le monde s'organisent et se mobilisent dans le cadre du «Global Climate Strike» en réclamant la justice climatique et sociale. Ils s'interrogent, se mobilisent et dénoncent les dysfonctionnements de nos sociétés menant à des crises continues, de plus en plus complexes et graves. La colère sociale se lève face au souffle de plus en plus violent de la nouvelle crise climatique. Encore une crise qui s'ajoute à toutes celles dont les effets se font encore ressentir et qu'on a vite balayées tel un ouragan qui serait passé à côté d'une ville faisant peu de dégâts matériels.

A l'ère de l'anthropocène, ce sont les actions humaines qui transforment profondément la planète par l'exploitation frénétique des ressources énergétiques et naturelles, les émissions de polluants et de gaz à effet de serre, l'agriculture intensive, la déforestation, la dégradation de la biodiversité, les déchets radioactifs, les OGM et la pollution des océans. Les catastrophes naturelles deviennent plus fréquentes et meurtrières et les conditions de vie des plus pauvres de la planète s'aggravent car ils sont directement et indirectement impactés par les vagues de crises qui se sont enchaînées ces 30 dernières années, à savoir :

- la crise économique caractérisée par l'hégémonie de la finance; l'appauvrissement voire la faillite de certains Etats; l'accroissement du pouvoir des sociétés transnationales; l'aggravation des inégalités entre les riches et les pauvres; la robotisation des emplois augmentant le chômage de masse; la poussée d'un modèle économique basé sur la sécurité et la surveillance permanente.

- la crise énergétique caractérisée par la rareté de l'eau; le pillage et l'extractivisme des ressources minières dans les pays du Sud; dépendance aux énergies fossiles.

- la crise générationnelle caractérisée par le vieillissement de la population dans les pays industrialisés; l'urbanisation des métropoles et les migrations rurales de la population active à la recherche de travail; les migrations; les colères sociales (1%-99%, les indignés, les gilets jaunes, les mouvements de grèves, Youth for Climate...); la montée de l'individualisme et de la xénophobie.

Parallèlement, la «digitalisation» de l'information et de la communication nous impose sa vitesse «fibre» et «5G» où tout et n'importe quoi devient accessible instantanément, touchant tous les éléments de la vie quotidienne: nous passons des médias de masse aux réseaux sociaux, de l'analogie au numérique, des boutons au «touch écran», du fil au sans fil... Cette digitalisation, vendue par les multinationales comme le développement ultime de toute société, a et aura également un impact (peu mesuré actuellement) sur la nature, la santé, les relations interpersonnelles et intergénérationnelles, l'économie... et contribuera à amplifier la complexité et l'aggravation des crises existantes et à venir.

Tous ces bouleversements marquent un profond changement de nos civilisations dans le cadre actuel de globalisation. Ils appellent à une nouvelle gestion de la planète et des rapports entre Etats, entre citoyens et entre l'Homme et la nature. Contrairement à l'idée véhiculée par le PNUD dans les années 1990, nous constatons que la globalisation n'est

pas devenue « le moteur du progrès économique à l'échelle planétaire ». Bien au contraire, elle a nettement accru les inégalités pour des centaines de millions de personnes. Les nombreux rapports et recommandations d'experts ne suffisent-ils donc pas à tirer les sonnettes d'alarme et à entreprendre des mesures ? Faut-il encore des catastrophes meurtrières avant que les gouvernements n'agissent? Faut-il toujours des crises pour que l'humanité voie la nécessité d'un changement? Et en tant que citoyen, comment faire fi de certaines questions et ne pas se sentir concerné par ces bouleversements? Au fond, la mondialisation a des effets positifs et négatifs sur chaque individu. Aujourd'hui, les sociétés sont interconnectées et ont des impacts sur d'autres populations. Chaque Etat devrait pouvoir évaluer s'il participe ou non à aggraver les inégalités sociales et économiques en son sein et envers d'autres pays et quels sont les mécanismes qui peuvent les atténuer. Finalement, qui sont les garants de la démocratie et quel est encore l'espace de décision et d'action des citoyens pour contribuer à une société viable, plus juste et plus durable ?

Cette complexité du monde génère des angoisses à tout un chacun, la perte de repères, la difficulté à trouver sa place, à se référer à des normes communes et met en péril la citoyenneté, la démocratie et la solidarité. C'est dans ce contexte qu'agissent les organisations non gouvernementales (ONG). A travers le soutien à des partenaires et à des projets dans les pays dits en développement, elles tissent des liens de collaboration et de solidarité pour lutter ensemble à l'application des droits humains et à l'amélioration des conditions de vie des plus démunis. Cette collaboration permet des échanges d'informations, l'analyse de situations d'injustices rencontrées par les organisations des pays du Sud, le relais de leur vision du monde et comment il pourrait être plus juste, équitable et durable pour nous tous. Ces échanges sont précieux car ils permettent de comprendre concrètement les causes et les conséquences des mécanismes qui causent ces injustices et comment créer des ponts pour comprendre et agir

De nombreuses ONG européennes informent et sensibilisent différents publics aux « problèmes du développement », mais peu sont celles qui analysent ces informations, les lient aux mécanismes socio-économico-politiques qui les perpétuent pour en questionner nos modèles de société.



© Image: Claire Thill

ensemble pour un monde meilleur. Ces informations bousculent par la même occasion la vision que nous avons de notre propre société et nous font prendre conscience d'autres réalités.

De nombreuses ONG européennes informent et sensibilisent différents publics aux « problèmes du développement », mais peu sont celles qui analysent ces informations, les lient aux mécanismes socio-économico-politiques qui les perpétuent pour en questionner nos modèles de société. C'est cette deuxième approche que nous appelons l'éducation au développement (ED) et qui s'apparente fortement à l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS). En effet, ces deux concepts internationaux recouvrent des réalités différentes selon les ONG et les pays de la Grande région. Pourtant, elles sont structurées de la même manière: des thématiques sur lesquelles les ONG s'appuient pour sensibiliser leur public cible, des méthodes spécifiques, des compétences qu'elles veulent transmettre et enfin, elles ont le même objectif qui est de permettre

au public cible de se positionner en tant qu'acteur responsable pour apporter un changement durable dans la société. Au Luxembourg, même si les institutions et de nombreuses ONG parlent encore d'éducation au développement, quelques ONG utilisent de plus en plus le concept d'ECMS. Pour certaines, l'ECMS reflète les réflexions concernant la remise en question du concept de « développement » et leur mise en application progressive dans leurs pratiques. Pour d'autres il s'agit juste d'un changement de terminologie car dans la pratique rien n'a changé, ni le public, ni les activités et encore moins (l'existence de) la stratégie pédagogique.

Le processus éducatif/pédagogique est une composante essentielle de l'ECMS, car il vise la participation et la créativité, l'autonomie et la coopération, l'apprentissage complexe adapté aux divers publics à qui il s'adresse. C'est un processus de sensibilisation et de formation sociale des citoyens d'aujourd'hui et de demain. De ce fait, le volet éducatif ne cantonne pas l'ECMS au milieu de l'enseignement, car c'est

une forme d'éducation et de formation continue accessible à tout un chacun. D'autant plus que le secteur de l'ED/ECMS comprend d'autres volets tels que les campagnes de sensibilisation grand public ou encore les actions de plaidoyer politique pour accompagner les autorités publiques dans leurs défis communs telle que les ODD, sans oublier les actions portées au sein des communes pour accompagner les autorités locales et les résidents de celles-ci dans la construction d'une société plus juste, plus durable et plus solidaire.

Le défi des ONG pratiquant l'ED/ECMS est de relier les réalités des citoyens des pays du Nord aux phénomènes macroéconomiques au niveau international afin de leur donner les moyens de participer aux débats sociétaux et de s'approprier les décisions démocratiques en tant qu'acteur à part entière. Cela implique une critique des mécanismes qui créent et perpétuent les injustices et les inégalités. Dans le contexte de la solidarité internationale, cela suppose également le questionnement de la notion de

développement, son idéologie, la vision du monde qu'elle contient et le modèle de société qu'elle prône. L'ECMS est une éducation aux valeurs parmi lesquelles la solidarité est fondamentale car cela revient à s'engager pour le bien commun, en référence à la définition donnée par le politologue et économiste italien Ricardo Petrella « à savoir l'ensemble des principes, règles, institutions et moyens qui garantissent l'existence de tous les membres d'une communauté humaine. La solidarité implique un partage organique de la richesse dans le but de créer la richesse commune, en termes d'infrastructures, de biens et de services considérés nécessaires au bon fonctionnement et au bon développement de la société ».

Si peu d'ONGs pratiquent l'ED ou l'ECMS, encore moins d'entre elles en assument l'aspect politique en faisant du plaidoyer politique. Au Luxembourg par exemple, sur 90 ONG agréés, une vingtaine font de l'ED/ECMS et une demi-douzaine développe un travail de plaidoyer politique continu. Quand on examine l'ampleur des injustices que rencontrent les organisations partenaires dans les pays du Sud, l'incohérence des politiques luxembourgeoises et européennes envers ces pays et les défis planétaires à relever, comment laisser de côté le travail et le plaidoyer politiques des démarches d'ECMS ? Comprendre le fonctionnement de la société, ses enjeux et développer l'esprit critique ne suffisent pas à répondre aux défis de nos sociétés. La participation au débat public demande une mobilisation, un réel engagement des citoyens. C'est un acte politique qui constitue une composante essentielle de l'ECMS. Il se décline, notamment, en favorisant un travail de synergies et d'alliances avec des groupes, associations, collectifs, réseaux diversifiés tant au Nord qu'au Sud. Comment font la majorité des ONG luxembourgeoises non actives en ED/ECMS pour ne pas plaider pour ces causes? Pour ne pas être indignées et vouloir des changements politiques? Quelle relation « partenariale » entretiennent-elles réellement avec les ONG au Sud aujourd'hui et comment elles voient cette relation dans 20 ans ? Quelle

vision du monde ou du développement partagent-elles ?

Face à l'aggravation des inégalités et aux importantes mutations sociales, les nombreuses mobilisations citoyennes qui manifestent leur mécontentement montrent que d'autres valeurs existent et que des alternatives sont possibles et que des changements structurels sont impératifs. Ces nouveaux mouvements amènent également des contenus fort élaborés, d'autres façons de s'organiser et d'agir, d'autres formes de communication et de protestations ... secouant quelque peu les messages et méthodes traditionnelles et «poussiéreux» des altermondialistes. Lors des récentes manifestations, les réseaux internationaux d'une demi-douzaine d'ONG ont permis d'amplifier les nouveaux mouvements sociaux, articulés en réseaux globalisés mobilisant simultanément des millions de personnes aux quatre coins de la planète pour les mêmes causes. Si la stratégie de mise en réseau d'acteurs du Sud et du Nord, et le développement de synergies entre secteurs autrefois plus «corporatistes» (syndicalistes et ONG par exemple) et les organisations environnementalistes de ces dernières décennies ont opéré leur tournant et ont trouvé leur place, comment pérenniser les nouveaux réseautages ? Comment s'adapter aux autres groupements et trouver un langage commun ? Comment développer un nouveau leadership pour encore amplifier la portée des messages et des alternatives partagés? Il est temps que la solidarité se mette aussi en mouvement entre les ONG de développement, que la majorité participe plus activement dans les réflexions et s'engage dans les actions de changement à opérer aux niveaux local et national.

Pour aller plus loin:

<https://www.acodev.be/ressources/referentiel-de-leducation-citoyenne-mondiale-et-solidaire-2016>

<https://www.acodev.be/ressources/orientations-strategiques-des-ong-pour-led-2013-2018>

https://issuu.com/dougreeler/docs/guide_barefoot_2_francaise_tout_ent

<https://wir2018.wid.world>

<https://cooperation.gouvernement.lu/dam-assets/politique-cooperation-action-humanitaire/documents-de-reference/strategie/Strategie-MAEE-FR.pdf>

<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/developpement-durable/3eme-plan-du-developpement-durable.pdf>

Si peu d'ONGs pratiquent l'ED ou l'ECMS, encore moins d'entre elles en assument l'aspect politique en faisant du plaidoyer politique. Au Luxembourg par exemple, sur 90 ONG agréés, une vingtaine font de l'ED/ECMS et une demi-douzaine développe un travail de plaidoyer politique continu. Quand on examine l'ampleur des injustices que rencontrent les organisations partenaires dans les pays du Sud, l'incohérence des politiques luxembourgeoises et européennes envers ces pays et les défis planétaires à relever, comment laisser de côté le travail et le plaidoyer politiques des démarches d'ECMS ?

La mobilisation pour la justice climatique et sociale en débat!



Entretiens réalisés par Antoniya Argirova et Raquel Luna

Depuis 2018, plusieurs mouvements sociaux et citoyens ont vu le jour se mobilisant pour le climat et la justice sociale. De plus en plus de voix s'élèvent pour dire que les deux vont de pair. Quel est votre avis ? Comment ces causes s'inscrivent-elles dans votre objectif global?

Barthel: Justice climatique et justice sociale vont de pair. Pendant les manifestations, quand nous crions : «Que voulons-nous ?» et la réponse est «Justice climatique !», nous voulons dire justice en général. Justice climatique signifie justice socio-économique, justice intergénérationnelle et justice entre le Nord et le Sud. C'était l'un des thèmes principaux de la marche du 27 septembre. Non seulement au Luxembourg, mais dans toute l'Europe, les mouvements de jeunesse collaborent avec des ONG, des syndicats et d'autres mouvements pour organiser des actions incroyables afin de faire pression sur les gouvernements pour un avenir meilleur.

Dethier: Il ne peut y avoir l'un sans l'autre ! Les dérèglements climatiques ont une cause : la course aux profits et la surexploitation de la planète.

Les plus grands pollueurs sont exonérés de tout effort environnemental et social : les principales causes du réchauffement climatique ne sont pas traitées, la casse des services publics et des commerces de proximité s'intensifie, les alternatives

Dans ce numéro, nous présentons quatre points de vue différents de personnes actives au sein de mouvements/organisations réclamant la justice climatique au Luxembourg. Les personnes viennent d'horizons, de nationalités et de positions différents.

Actuellement, les mobilisations sociales sont menées en grande partie par les jeunes avec un appel clair d'urgence et une demande de soutien de la part de la société dans son ensemble. Les ONG et autres organisations répondent avec un sens de la sobriété et de l'expérience. Cette dynamique entre les jeunes générations et les ONG se développe au-delà du Luxembourg.

Michelle Barthel est une jeune activiste de Youth for Climate (YFC). Elle a joué un rôle essentiel dans l'organisation générale et la communication de YFC, ainsi que dans la mise en place des équipes de premiers soins.

Brice Montagne était le porte-parole de Rise for Climate Luxembourg. Il a ensuite commencé à mobiliser YFC et Extinction Rebellion Luxembourg. Il a motivé des personnes au Luxembourg et à l'étranger à devenir politiquement actives.

Dietmar Mirkes fait partie de l'ASTM/Klima Bündnis et Votum Klima. Il a une longue expérience sur la scène des ONG luxembourgeoises. Il a mené le combat pour la ratification de la Convention 169 de l'OIT par le Luxembourg, un pas important vers la justice sociale et climatique.

Delphine Dethier de CELL (Centre for Ecological Learning Luxembourg) travaille sur des initiatives innovantes pour développer la prise de conscience et le dialogue au sein de la société vers la transition écologique.

en matière de transport en commun ne sont pas développées... Il y a des milliers d'exemples proches ou loin de nous qui nous montrent que si ces sujets ne sont pas traités de front, le problème/les crises environnementales et sociales ne pourra/ont être résolu/es.

Par sa volonté de relocaliser l'économie, de proposer des alternatives accessibles à tous, de mettre la sobriété au cœur de ses actions et de mettre en avant les histoires positives qui en sont issues, le mouvement de la Transition s'inscrit dans cette transition globale dont nous avons besoin. Les luttes sociales et environnementales sont prises en compte de manière intégrée, en considérant leurs relations mutuelles.

Mirkes: Dans une des premières réunions de préparation du « Earth Strike », j'ai posé la questions aux jeunes si le mot « Climate Justice » faisait seulement référence à la justice vis-à-vis des générations futures ou bien vis-à-vis des

gens qui vivent actuellement dans les autres parties du monde, surtout le Tiers-Monde. La réponse venait spontanément et était très claire : cela comprend les deux. Cette attitude se voit aussi dans les slogans et dans les communiqués et déclarations des jeunes à la presse. Elle inclut aussi la justice sociale ici et est très crédible. Donc pour une ONGD comme l'ASTM qui considère la crise climatique comme une attaque aux plus pauvres du monde et au développement, cette collaboration contribue à nos efforts pour atteindre notre objectif global.

Montagne: Le dernier rapport du GIEC sur l'utilisation des terres est clair à ce sujet. Les populations les plus précaires sont les premières impactées par le changement climatique. Un ami m'a fait cet été une remarque glaçante à cet égard. Nous parlions des décès liés à la multiplication des vagues de chaleurs, et je faisais remarquer que les personnes âgées allaient particulièrement souffrir de ces évolutions. « Non » a-t-il retorqué.

« Seules les personnes âgées pauvres vont souffrir, les riches prendront des vacances dans des endroits plus frais et vivables ». Vu depuis un autre angle le précarat n'a pas les moyens de payer la transition écologique. Vouloir leur faire porter ce fardeau fera naître d'autres mouvements comme les gilets jaunes, la taxe carbone de Macron étant l'exemple type d'un financement injuste de la transition. Il faut donc absolument lier justice sociale et justice écologique dans nos luttes, je dirais même qu'il faut compléter ce binôme par une lutte pour la justice démocratique et une lutte contre toutes les formes de discriminations. En effet les effets dévastateurs du changement climatique seront intersectionnels et plus les facteurs discriminants seront combinés, plus la souffrance sera grande. Pour bâtir ce monde meilleur dont nous rêvons, il faut tenir compte de tous ces facteurs.

Quels sont les moteurs de la mobilisation citoyenne aujourd'hui ? Pourquoi se répand-elle ? Comment s'organise la mobilisation au sein des mouvements sociaux/citoyens ?

Barthel: Depuis le début des grèves pour le climat, les jeunes ont sensibilisé et mobilisé plus de gens dans les rues pour lutter contre la crise climatique que jamais auparavant.

Certains des jeunes de YFC ont travaillé tous les jours pendant l'été pour organiser les actions du mois de septembre. Beaucoup d'entre eux sacrifient beaucoup ou presque tout leur temps libre et leur famille et leurs amis pour faire progresser ce mouvement. Ce sont des adolescents qui ont dû grandir beaucoup trop vite parce qu'ils ont réalisé l'énorme menace à laquelle nous sommes confrontés. Je ne peux plus dire d'eux qu'ils sont des enfants parce qu'ils agissent et se comportent comme des adultes. Tout le mouvement est dirigé par ces gens, ils ont de l'énergie et de l'idéalisme et ils n'ont pas peur de sacrifier leur éducation, leur temps et leur vie comme ils l'ont connu jusqu'à présent pour combattre un système politique pour lequel le profit signifie plus que la vie.

Dethier: Nous arrivons au moment de saturation... Le système hégémonique en place ne convient plus, l'histoire qu'on nous raconte ne convainc plus. Dès lors, les gens sont prêts à se mobiliser. Des figures emblématiques montrent l'exemple (il n'y a pas que Greta, loin s'en faut) et pour ma part, je sais que j'ai envie de faire partie de ceux qui se bougent pour leur avenir, pas d'être parmi ceux qui regardent passer le train.

Les mobilisations de masse ont cela d'important que l'on y puise de la force, de l'énergie pour continuer, pour changer nos pratiques et celles de ceux qui nous représentent...

Pour notre association, voir autant de gens dans la rue pour la justice climatique c'est aussi une jolie reconnaissance, une indication que nous allons dans le bon sens !

Mirkes: De mon point de vue, le moteur principal des jeunes est la peur que les adultes soient en train de détruire le monde et leurs chances de survivre. Là, ils ont raison. Parfois, leurs attitudes m'apparaissent trop apocalyptiques et sans espoir, mais en même temps leur mouvement donne de l'espoir : à eux mais aussi à moi-même. Cela se répand parce que tout le monde se sent concerné. La nouvelle génération grandit avec l'internet et les médias dits « sociaux », et ainsi, les informations sur des catastrophes ou des études scientifiques peuvent se répandre très vite. Les études du GIEC jouent un rôle très important dans la mobilisation des jeunes et la plupart d'entre eux sont bien informés.

Montagne: Les moteurs viennent sans doute de l'observation de plus en plus claire que nous perdons le combat contre le réchauffement climatique. Les effets du réchauffement sont de plus en plus visibles et les gouvernements ne peuvent plus cacher notre état d'impréparation. Cela entraîne une colère et une volonté d'agir que les gouvernements ne savent pour l'instant pas transformer en actions ambitieuses. Notre société est aussi infiniment plus capable de s'auto-organiser et d'étendre ses actions grâce aux progrès d'internet

et du multilinguisme, un nouveau peuple démocratique est en train de naître, ce n'est pas anodin. Les mouvements sont nés de personnes souvent déjà sensibilisées soit via des ONG, soit via des partis, soit parce que leur environnement social les avait déjà alertées sur cette menace. Le point commun est que toutes les personnes qui ont lancé le mouvement dans leur pays ou leur ville et à travers les frontières ont accepté de laisser leur identité partisane de côté et d'agir en tant qu'individu pour un mouvement plus grand.

Comment les personnes rejoignent-elles la mobilisation et comment les inciter à rester actives ?

Barthel: Les gens nous voient à travers les médias sociaux, entendent parler de nous dans les nouvelles ou lisent un dépliant ou une affiche. Les rencontres du mardi de Youth for Climate sont ouvertes à tous. Les gens viennent spontanément aux réunions ou par le biais d'un ami, puis ils voient rapidement comment ils peuvent aider et avec quoi ils peuvent participer et par quels moyens contribuer (graphisme, écriture, premiers secours, etc...). Nous n'avons pas besoin de les motiver pour rester actifs : les gens qui veulent rejoindre le mouvement connaissent la crise dans laquelle nous sommes et c'est une motivation suffisante pour eux.

Montagne: Les réseaux sociaux ont été un élément mobilisateur essentiel. Les relations sociales habituelles ont aussi joué, ainsi que les structures préexistantes citées ci-dessus (ONG, partis, associations etc...). Un pas reste à franchir néanmoins dans la sociologie des personnes mobilisées. Elles sont pour le moment essentiellement issues de la classe moyenne. Garder ces personnes actives a été l'un des premiers sujets de discussions, notre conclusion était qu'il fallait absolument une internationalisation rapide du mouvement, et la définition de buts clairs. La demande de déclaration d'urgence climatique refusée par le gouvernement luxembourgeois en faisait partie. Ce n'était qu'une demande symbolique certes, mais ce symbole signifiait que le gouvernement accordait une légitimité



aux demandes venues de la rue. Il faut à présent nous réorganiser avec l'évolution de la situation.

Quel est le rôle des organisations de la société civile dans cette vague de mobilisation ?

Dethier: Je le vois comme un travail conjoint. Les jeunes, en secouant la société luxembourgeoise, ont réussi ce que nous, organisations, peinons à faire: lancer le cri d'alerte qui touche, qui réveille. Nous avons le sentiment de ne plus toucher que les personnes déjà convaincues, d'opérer en vase clos. Cette bouffée d'oxygène sera-t-elle celle qui fera s'enflammer le brasier que la société civile organisée bâtit depuis des années à coup de campagne, de plaidoyer ? Je l'espère ! Et si pas ? Nous continuerons à veiller, à faire notre travail d'information, de sensibilisation et d'action. Nous continuerons à mettre en avant des personnes inspirantes, des manières d'être au monde qui, sans être radicales, sont guidées par cette nécessité de sobriété !

Mirkes: Ces mouvements se définissent comme européens, voire internationaux ; ceci détermine aussi leurs agendas. Ceci

nous a causé au départ un problème, parce qu'en tant que Votum Klima nous analysons prioritairement la politique nationale (on s'était constitué pour influencer les partis dans les élections nationales, d'où le nom Votum Klima) et dans une certaine mesure la politique européenne étant donnée qu'elle influence les décisions dans les Etats membres. Donc, en ce qui concerne la politique nationale, Votum Klima est beaucoup mieux informé et dispose de plus de canaux d'influence.

Dans plusieurs pays, y compris au Luxembourg, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile ont commencé à travailler ensemble. Où voyez-vous la complémentarité et les défis de l'alliance entre les organisations de la société civile et les mouvements sociaux ?

Barthel: Travailler ensemble avec différents mouvements et organisations, comme nous l'avons fait pour organiser la manifestation de 27 septembre, présente le grand avantage qu'ensemble nous pouvons toucher beaucoup plus de personnes que si nous agissons seuls. Différents mouvements s'adressent à

différentes générations de différentes manières et nous sommes donc en mesure de mobiliser un maximum de personnes.

Bien sûr, il n'y a pas que des avantages, une alliance avec un grand nombre d'organisations différentes comporte également des difficultés, parce qu'il y a beaucoup plus de gens dans les discussions et donc beaucoup de points de vue différents.

Mais nous aspirons à une société dans laquelle nous pouvons identifier les problèmes et les résoudre ensemble sans laisser quelqu'un derrière nous, donc je dirais que la collaboration a des avantages et qu'elle est absolument nécessaire sur notre chemin vers un avenir meilleur.

Montagne: Un peu partout l'émergence de ce mouvement social a bousculé le paysage militant autour de la cause climatique, suscitant de nombreuses frustrations et incompréhensions. Le Luxembourg n'a pas échappé à cette règle. Les mouvements Rise For Climate, puis Youth for Climate, puis Extinction Rebellion ont ouvert un nouvel espace

politique qui a décalé la fenêtre de la radicalité sur laquelle se trouvait, il y a encore un an, la plupart des ONG. Celles-ci sont de fait devenues des organisations plus modérées, plus acceptables car déjà partie intégrante du paysage politique. Alors que l'automne 2019 s'installe, ces deux nouvelles ailes (citoyenne et institutionnelle) ont trouvé les chemins de la coopération et c'est une excellente nouvelle. En effet les ONG avec leur longue expérience, leur réseau et leurs moyens financiers et humains disposent d'atouts dont les mouvements spontanés ne disposent pas. L'apparition d'une aile plus radicale sur leur gauche leur donne une nouvelle respectabilité auprès des organes de pouvoir et il convient d'en jouer pour pousser des mesures plus ambitieuses que jamais.

Dethier: C'est le signal fort que climat et justice sociale vont de pairs et que nous ne sommes pas les seuls à le voir comme ça.

Les mobilisations sociales donnent la voix au peuple. Il y a cette notion de démocratie dans les manifestations, de prise de parole. Afin de s'organiser, il devient nécessaire de créer du collectif, un espace où communiquer. (Cela passe par rejoindre ou créer une organisation avec un fonctionnement propre au message porté.) Le fait que les mouvements sociaux et les organisations se rejoignent témoigne de cette rencontre de la démocratie. D'un lieu où action et réflexion se rejoignent, dans le collectif.

Le défi réside dans le fait de ne pas retomber dans le même modèle hiérarchique et descendant. Car nous commençons seulement les expérimentations en «co-construction».

Mirkes: Votum Klima est surtout une organisation de plaidoyer et de sensibilisation du public. Les jeunes, quant à eux, maîtrisent mieux la mobilisation dans la rue et l'organisation d'actions spectaculaires. Ils ont le charme de l'innocence et de la crédibilité parce que ce qu'ils disent est vrai et sans compromis, ce que beaucoup d'adultes ont dû faire dans leurs vies. Ils profitent également du fait que de nombreux parents ont beaucoup de scrupules à discréditer des enfants. Ces différents points de départ créent la

complémentarité. Les défis de l'alliance entre les organisations de la société civile et des mouvements sociaux viendront si les jeunes ne voient pas de résultats et se radicalisent trop ou perdent l'espoir et se retirent dans l'individualisme.

Quel est d'après-vous l'avenir de ces mobilisations ? Permettront-elles d'aboutir à un changement ? Serait-il possible de les maintenir en vie à moyen voire à long terme ?

Barthel: J'espère que nous n'aurons pas à maintenir de tels mouvements en vie longtemps. N'oublions pas qu'il s'agit d'enfants qui sacrifient leur éducation et leur temps libre pour demander au gouvernement d'agir, cela ne doit pas être «à long terme», cela ne doit pas être «normal», et cela ne doit pas être ce que nous espérons.

Tout le monde devrait rejoindre et aider les activistes pour que la société n'ait pas besoin de mouvements pour la justice climatique. Le gouvernement devrait prendre des mesures adéquates dès maintenant.

Dethier: D'une part, je pense que tant que de vrais changements ne seront pas mis en place par notre gouvernement, la rue restera un moyen de rendre/continuera à rendre visible le combat. Nous n'attendons plus de demi-mesures et je reste stupéfaite qu'une partie de l'élite qui nous gouverne ne l'ait pas encore compris. Quand un premier ministre répond à la question «comment luttiez-vous contre la crise climatique que nous traversons ?» par une anecdote de sa pratique individuelle, je me dis que nous avons encore de longues et nombreuses marches climatiques devant nous.

D'autre part, je pense que nous avons la maturité d'aller plus loin. L'Assemblée climatique du samedi 19 octobre est l'une des formes que ce plus loin peut prendre. En décidant de nous rassembler, non plus pour dénoncer, mais pour construire ensemble des alternatives, pour poser nos demandes et écrire nos revendications, nous passons à l'étape suivante. Et ce, tout en respectant les principes de «bottom up», de collaboration et de leadership partagé

que nous, mouvement de la transition, souhaitons voir mis en œuvre.

Mirkes: Personne ne connaît l'avenir, personne n'a pu prévoir la chute du mur de Berlin. Votum Klima a l'avantage de savoir que les moulins de la politique tournent lentement. Par exemple, il a fallu sept années de plaidoyer et d'actions publiques à l'ASTM et à l'Alliance pour le Climat pour que la convention 169 de l'OIT soit ratifiée par le Luxembourg. Nous avons donc une certaine expérience, patience et persévérance. Les jeunes disent : nous n'avons plus de temps. Là, il faut rester en contact permanent avec les jeunes pour apprendre les uns des autres. Que leur mouvement gagne de persévérance et que nous perdions de patience !

Montagne: Ce mouvement peut être la base de la plus vaste et plus magnifique révolution que le monde ait jamais vu. Un changement a déjà eu lieu dans la mesure où l'écologie a enfin conquis la centralité politique qu'elle méritait, mais les mesures concrètes à la hauteur des enjeux manquent encore. Le changement de système dont nous avons besoin est intrinsèquement lié à notre capacité à faire grandir ce mouvement. Pour ce faire un certains nombres de points doivent être abordés.

1) Il nous faut un plan, une vision commune depuis le municipal vers le national et l'europpéen. L'organisation d'assemblées populaires dès le mois d'octobre est un jalon essentiel pour transformer une lutte contre quelque chose vers une lutte pour quelque chose.

2) Il faudra se donner les moyens de faire parvenir nos idées jusqu'au cœur du pouvoir. Cela implique deux chemins différents, soit nous joignons à terme nos forces avec des représentants politiques en vue d'une réforme radicale en jouant avec les règles du système actuel, soit nous démarrons un processus entièrement révolutionnaire pour nous approprier le pouvoir et mettre en place notre vision. Que ce soit l'un ou l'autre, le mouvement climat sera bientôt face à des choix stratégiques déterminants auquel il faudra répondre de manière profondément démocratique.

Marawi oder Chronik einer willkürlichen Zerstörung



Rainer Werning

**Zwei Jahre nach der Zerstörung
der südphilippinischen
Stadt Marawi ist nicht
„dschihadistischer
Terror“, sondern das
Kriegsrechtsregime unter
Präsident Duterte das
Haupthindernis auf dem Weg
zu Frieden, Sicherheit und
Entwicklung.**

„Die Belagerung von Marawi schürte enorme Angst, Trauer, Furcht und Ratlosigkeit in den Herzen und Köpfen deren Bürger. Der fünfmonatige Zermübungskrieg zwischen den philippinischen Streitkräften (AFP) und den lokalen IS-liierten extremistischen Gruppen führte zu verheerenden Verwüstungen, was die materielle Infrastruktur und die natürliche Umwelt der Stadt betraf. Über eintausend Menschen starben, Zehntausende wurden über Nacht zu Flüchtlingen – obdachlos und ohne Lebensgrundlage. Der Krieg zerstörte das zentrale Geschäftsviertel der Stadt und hinterließ Sachschäden in Milliardenhöhe und verlorene wirtschaftliche Chancen. Das schreckliche Ereignis verursachte Panik und Angst in den benachbarten Städten der Provinz Lanao del Sur sowie in der nahegelegenen Stadt Iligan. Im ganzen Land wurden Terroralarme ausgelöst, was Präsident Rodrigo Roa Duterte veranlasste, seine Russlandreise kurzerhand abubrechen und nach Manila zurückzufliegen. Bis Mitte Oktober 2017, als die Regierungstruppen die Führer der militanten Gruppen getötet und die Stadt zurückerobert hatten, befanden sich infolge der Kampfhandlungen annähernd 360.000 Menschen auf der Flucht.“

Abdul Hamidullah Atar, Sultan von Marawi und Geschäftsführer der RIDO Inc., im Gespräch mit dem Autor am 18. September 2018 in Brüssel

Marawi City, im Zentrum der größten südphilippinischen Insel Mindanao gelegen, war bis zum 23. Mai 2017 eine vergleichsweise blühende Stadt mit etwa 250.000 Einwohnern. Sie ist gleichzeitig die Hauptstadt der Provinz Lanao del Sur und liegt idyllisch am nördlichen Ufer des Lanao-Sees in einer Höhe von 700 m über dem Meeresspiegel. Seit dem Frühjahr 1980 nennt sich die Stadt offiziell „Islamic City of Marawi“, da sie die einzige Stadt in den Philippinen ist, die mehrheitlich von Muslimen bewohnt wird, deren Anteil an der Bevölkerung immerhin 92 Prozent beträgt. Seit jeher war Marawi eine Wirtschafts-, Bildungs-, Kultur- und Politikzentrale der Provinz und zudem das Islamische Zentrum des philippinischen Südens. Lange galt sie als Hort der Toleranz, wo Moros (Muslime), Christen und Indigene friedlich zusammen

lebten und sich zahlreiche renommierte Bildungseinrichtungen gemeinsamen Lernens und Lehrens befanden.

Schwarze Fahnen in Marawi

Offensichtlich von mehreren Geheimdiensten des Landes unbemerkt war es dem auf der südlich von Mindanao gelegenen Insel Basilan agierenden Führer der Abu Sayyaf-Gruppe (ASG) und selbsternannten Emir des Islamischen Staates (IS), Isnilon Hapilon, gelungen, sich mit einigen seiner Gefolgsleute im Frühjahr 2017 nach Marawi durchzuschlagen. Dort nahmen sie Kontakt zu Omarkhayam Maute und seinen Brüdern auf, die mit einigen Gefolgsleuten ebenfalls den Treueeid auf den IS geschworen und sich bereits ein Jahr zuvor in anderen Gemeinden der Provinz Lanao del Sur Gefechte mit Einheiten der philippinischen Streitkräfte (AFP) geliefert hatten.

Bei dem Versuch, durch einen AFP-Überraschungsangriff am Morgen des 23. Mai 2017 den international als Topterroristen gesuchten Hapilon gefangenzunehmen, schlugen kombinierte Einheiten der ASG und Maute-Gruppe zurück und durchstreiften Straßen im Stadtzentrum Marawis mit den schwarzen Fahnen des IS, um sich schließlich in mehreren Gebäuden – darunter auch Moscheen – samt zwischenzeitlich als Geiseln genommene Zivilisten zu verschanzen. Laut Augenzeugen, darunter auch der eingangs erwähnte Sultan von Marawi, Abdul Hamidullah Atar, zählten die Kämpfer der Abu Sayyaf und Maute-Gruppe maximal 50 Mann.

Widersprüche allerorten und Kriegsrecht

Am selben Tag erklärte der Sprecher der AFP, Brigadegeneral Restituto Padilla, man habe keinerlei Kenntnis darüber, dass sich auf Mindanao oder landesweit



Rainer Werning und Abdul Hamidullah Atar

IS-Kämpfer aufhielten. Gleichzeitig versicherte Generalstabschef Eduardo Año in mehreren Interviews besorgten Medienvertretern, dass in Marawi „alles unter Kontrolle“ sei und „kein Grund zur Besorgnis“ bestehe, zumal die Zahl der „Aufständischen“ „nur zirka 50 Mann“ betrage.

Doch nur wenige Stunden nach den Erklärungen der Generäle verkündete Präsident Duterte, der sich zu der Zeit auf einer Russlandreise befand, eben mit der Präsenz des IS auf Mindanao mit der Proklamation Nr. 216 unverzüglich das Kriegsrecht über den gesamten Süden der Philippinen und setzte die Habeas Corpus Akte außer Kraft, was bis Dezember 2019 verlängert wurde. So hoch umstritten dieser Akt war, so widersprüchlich waren die Erklärungen seitens der Regierung. Um bei alledem noch Öl ins lodernde Feuer zu gießen, entschloss sich die Staatsführung dazu, ab dem 3. Juni 2017 FA-50 Kampfflugzeuge einzusetzen und das Stadtzentrum zu bombardieren.

„Wir Maranaos (die dominante ethnolinguistische Bevölkerung in den beiden Provinzen Lanao del Sur und Lanao del Norte – RW) haben seit jeher unsere eigenen Formen von Konfliktbewältigungen“, erklärt Abdul Hamidullah Atar, „doch uns wurde keine Chance gegeben, um sich in den Konflikt einzuschalten. Durch die ebenso rasche wie gänzlich unnötige Erklärung des Kriegsrechts waren Leute wie ich sowie Stadtbere von Marawi City kaltgestellt. Alles wurde nunmehr dem Militär überlassen. In extremen Fällen – bei Konflikten, die zu eskalieren drohen oder Clanfehden (Rido) – greifen Maranaos auch schon mal zu den Waffen. Aber Bomben einzusetzen und damit sehenden Auges massive Zerstörungen und Verwüstungen in Kauf zu nehmen, war die demütigendste Erfahrung, die wir in unserem Leben jemals erfahren mussten – begangen von den eigenen Landsleuten! Bis heute hat die fünfmonatige Belagerung der Islamic City of Marawi zur schweren Traumatisierung der Bewohner der Stadt und anderer nahegelegener Gemeinden geführt.“

Massive Fluchtbewegung von „internally displaced persons“ (IDP)

Während der Belagerung flohen annähernd 360.000 Menschen aus Marawi und den benachbarten Gemeinden. Zwei Jahre nach der Belagerung ist eine große Zahl von Binnenflüchtlingen noch immer unterversorgt. Über 25.000 Familien leben in Evakuierungszentren, bei Verwandten oder in einer Übergangsunterkunft, wo sie auf die Rückkehr nach Hause warten, um ihr Leben wieder halbwegs zu normalisieren. Ihre Häuser, Geschäfte und Lebensgrundlagen in den am stärksten betroffenen Gebieten der Stadt wurden durch die Belagerung und Plünderungen (auch seitens der AFP) völlig zerstört, und die Überreste von Bomben und anderen nicht explodierten Sprengsätzen und Kampfmitteln bleiben eine akute Bedrohung.

„Die Verhängung des Kriegsrechts über den gesamten Süden“, kritisiert der Sultan von Marawi, „macht die gesamte Situation noch schlimmer und komplizierter. Tatsächlich wurde seitens der Sicherheitskräfte exzessive Gewalt angewendet, um die militante Gruppe zu eliminieren. Auf Kosten der Besitztümer einfacher Menschen: nicht weniger als 8.000 Häuser, 32 Moscheen, 21 Krankenhäuser und Privatschulen sowie Dutzende von arabischen und Koran-Schulen und andere öffentliche und private Einrichtungen wurden vollständig zerstört.“

Als Präsident Duterte am 17. Oktober 2017 offiziell das Ende der Kampfhandlungen verkündete, waren über eintausend Tote zu beklagen – 163 Regierungssoldaten, 47 Zivilisten sowie 847 „Aufständische“ samt Sympathisanten. Zu den Toten gehörten neben den Maute-Brüdern auch Isnilon Hapilon, deren Leichen am 16. Oktober gefunden wurden.

Wiederaufbau im Schneckentempo

Nach der Belagerung wurde qua Präsidialverfügung die Task Force Bangon Marawi gegründet und mit dem Regierungsauftrag betraut, einen Wiederaufbau-, Gesundheits- und Entwicklungsplan zu erstellen. Doch bis dato hat die Regierung ihr Versprechen, die am stärksten betroffenen Gebiete in Marawi wiederaufzubauen, nicht erfüllt. Darüber hinaus wollen die Gerüchte nicht verstummen, die AFP hätten ein vitales Interesse daran, in Stadtnähe oder sogar in der Innenstadt ein Militärcamp zu errichten. Würde das tatsächlich in die Realität umgesetzt, verfügten die AFP über ein bedeutsames logistisches Zentrum im Herzen Mindanaos, um von dort aus den „Kampf gegen den Terror(ismus)“ zu dirigieren.

„Es scheint, dass die Regierung gänzlich ungeeignete Maßnahmen verfolgte“, klagt der Sultan von Marawi mit verbittertem Unterton, „um den Wiederaufbau zu beschleunigen und die Situation der

IDP entscheidend zu verbessern. Der verzögerte Wiederaufbau wird militanten Gruppen einen Nährboden bieten, junge Menschen zu rekrutieren, die unter der Belagerung gelitten haben. Dies wird in Zukunft zu einem veritablen Problem werden. Darüber hinaus sind die finanziellen Hilfen aus der Staatskasse und aus dem Ausland bei den meisten Menschen überhaupt nicht angekommen – von mangelnder Transparenz und Rechenschaftspflicht über deren Verbleib ganz zu schweigen. Eine umfassende Untersuchung dessen, was genau bei der Belagerung von Marawi geschah, wurde von der Regierung nie angestrengt und somit das legitime Recht der Opfer auf Zugang zu umfassenden Informationen und lückenlose Aufklärung hintertrieben.“

Ramponiertes Präsidentenimage

Der Post-Marawi-Konflikt hinterließ nicht nur immense physische und materielle Schäden, er hat sich mehr noch tief in die Seele und Gefühlswelt der Menschen hineingebohrt. Die Regierung mag den eigentlichen Kampf, nicht aber die Herzen und Hirne der vom Konflikt Betroffenen gewonnen haben. Vor allem hat der Präsident selbst, der in Personalunion Oberkommandierender der AFP ist, einen irreparablen Imageschaden erlitten. Zwar ließ er sich während der fünfmonatigen Belagerung Marawis mehrmals in Kampfuniform bei seinen Soldaten blicken. Doch mit seiner geäußerten abfälligen Bemerkung, die Stadtbewohner seien selber Schuld für das Unheil, weil sie „Terroristen“ in ihrer Mitte geduldet hätten, brachte das bei den meisten Maranaos das Blut in Wallung.

Die vollständige Wiedereingliederung der IDP in Marawi ist eine kollektive Aufgabe, die sämtliche Interessengruppen von der Planung bis zur Realisierung des Wiederaufbaus der Stadt einbezieht. „Wollen die Behörden erfolgreich sein“, resümiert heute der Sultan von Marawi, „müssen sie unbedingt auf die Stimmen der gewöhnlichen IDP hören. Nichts geht

letztlich ohne sie. Ein Regierungsplan, der kein ‚Gefühl der Zugehörigkeit‘ aufweist, wird scheitern. Wie es ein Philosoph einst so formulierte: ‚Wenn du schnell gehen willst, geh‘ alleine. Willst du weit gehen, dann geh‘ mit anderen zusammen‘. Daher müssen die Menschen befähigt werden, sich vollumfänglich an der Rehabilitation Marawis zu beteiligen, um eine offene und partizipative Regierungsführung, einen integrativen Prozess, einen zuvörderst auf die Bedürfnisse der IDP ausgerichteten, auf den Menschenrechten basierenden und kulturell sensiblen Wiederaufbau zu gewährleisten.“

Dr. Rainer Werning, Politikwissenschaftler & Publizist mit den Schwerpunkten Südost- und Ostasien, ist u.a. Koherausgeber des im Frühjahr 2019 in 6. Auflage im Berliner regiospectra Verlag erschienenen Handbuch Philippinen. Nach Lehraufträgen an den Universitäten Bonn und Osnabrück ist Werning derzeit als Philippinen- und (Nord-)Korea-Dozent an der Akademie für Internationale Zusammenarbeit (AIZ) in Bonn-Röttgen tätig.

Quellen:

Battle for Marawi, Meldung der Nachrichtenagentur Reuters (inkl. kartografischem Material) vom 2. Juni 2017 -- <http://fingfx.thomsonreuters.com/gfx/rngs/PHILIPPINES-ATTACK/010041F032X/index.html>

Gunfire during ceasefire stops civilians fleeing fighting in Philippines, in: The Guardian vom 4. Juni 2017 -- <https://www.theguardian.com/world/2017/jun/04/gunfire-ceasefire-civilians-fleeing-fighting-philippines-marawi-isis>

Philippine troops kill remaining leaders of pro-Isis siege in Marawi – officials, in: The Guardian vom 16. Oktober 2017 -- <https://www.theguardian.com/world/2017/oct/16/philippines-marawi-pro-isis-leaders-killed-say-officials>

Jamal Ashley Abbas: Media coverage of Marawi "Siege", The Bangsa Moro Blog vom 19. Mai 2018 <https://bangsamoro.wordpress.com/2018/05/19/media-coverage-of-marawi-siege/>

International Peoples' Tribunal (IPT) on The Philippines, Brussels (Belgium), 19.9.2018 – 11 Seiten – online: http://iadllaw.org/newsite/wp-content/uploads/2018/09/IPT2018_Final-Verdict.pdf #

Le Burkina se désintègre



Marie Dussart, Frères des Hommes Luxembourg

Depuis plus de quatre ans, le Burkina Faso est emporté dans une spirale de violences, dont l'intensité n'a fait que croître au cours des derniers mois. Attribuées – parfois, mais pas toujours – à des groupes armés djihadistes, dont l'EIGS (Etat islamique dans le Grand Sahara) et AQMI, ces violences touchent principalement les régions rurales du Nord et de l'Est du Burkina, soit des zones déjà extrêmement vulnérables, où les projets de coopération étaient nombreux par le passé.

Derrière l'insécurité et les attaques aveugles, des communautés villageoises terrorisées, un million de personnes en besoin d'une assistance humanitaire, 270 000 autres qui ont fui leur foyer et leur terre, 2000 écoles fermées, et près de 500 000 encore qui n'ont plus, ou peu, accès aux soins de santé pour cause de dispensaires abandonnés.

Entamée en 2013, l'opération Serval déployée au Mali avait pour ambition, à l'origine, de contrer les groupes terroristes actifs au nord du Mali et d'empêcher leur progression vers Bamako. Elle a été remplacée dès 2014 par l'opération Barkhane et par le G5 Sahel en 2017, nouvelle et dernière force de « coopération militaire et de sécurité ». Dotée de plusieurs milliers d'hommes issus d'armées nationales ou étrangères – et ceci sans compter la MINUSMA¹, qui compte plus de 13 000 hommes au Mali – le tout couvre un seul but : lutter contre l'insécurité dans tous les pays de la zone, à savoir le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad et le Burkina Faso. En parallèle, la politique « main tendue » du G5 est née dans la foulée, soutenue financièrement par l'Union européenne, l'Union africaine et l'ONU, avec pour objectifs de mener des actions de développement dans

les zones concernées et coordonner les aides internationales.

Dans les faits, la confusion militaire-humanitaire est ainsi à son comble : tant les organisations internationales que les agences de coopération bilatérales (comme l'Agence Française de Développement - AFD), sont aujourd'hui conviées à travailler et à investir dans les régions concernées par les opérations militaires, gage et crédit d'acceptation de la présence des militaires par les populations. Sans garantie aucune – et les derniers événements et récentes attaques au Burkina tendraient plutôt à démontrer le contraire – que cela en vienne à apaiser les esprits. Les témoignages sont en effet nombreux quant aux exactions des forces armées envers des populations qu'elles sont supposées défendre², comme il est probable également que, parmi les différentes garnisons, toutes ne sont ni efficaces ni remplies d'une grande motivation.³ De ce fait, le danger est grand pour les ONG, tant nationales qu'internationales, d'être considérées comme l'instrument, voire l'instrumentalisation, de la volonté des Etats d'instaurer une sécurité à tout prix, et d'être ainsi complices de cette situation délétère. En cela, l'AFD est l'exemple parfait d'une agence voulant « aller beaucoup plus loin sur le thème sécurité et développement avec l'état-major des armées »⁴.

Et ceci sans compter le risque évident de délégitimer plus encore des Etats souvent jugés défaillants ou absents en matière de développement, et d'exacerber les rancoeurs d'une population jeune, exposée à la fois à des hommes en armes et à des programmes de creusement de puits.

Une alliance maladroite

Pas sûr donc que cette alliance porte ses fruits : on est là face à deux logiques, celle du court terme voulue par le monde militaire – des résultats probants, tout de suite, à court terme –, et celle du développement – dialogue, mobilisation, long terme.

Selon une association burkinabé contactée, « cette volonté d'allier militaire et humanitaire était une bonne initiative au départ (seuls, on ne s'en sortira pas), mais cette alliance n'est pas performante. Au niveau militaire, les armées sont sous-équipées ou mal formées, les résultats se font attendre, et les financements promis n'arrivent pas. La situation est désastreuse dans les zones du Nord et de l'Est : il y a des efforts pour endiguer les attaques – terroristes, ou de grand banditisme, personne ne sait –, mais les résultats sont très mitigés. Les opérations menées ont permis un moment de déserrer l'étreinte et de nettoyer des zones dans l'Est, mais cela n'a pas duré. Et au Centre nord, cela n'a pas réussi du tout, suite à des difficultés internes aux forces armées. Conséquence : les attaques terroristes ont été démultipliées. Les chefs coutumiers, religieux, les autorités, ont été assassinés. Il y a un climat de psychose – du Soum aux confins de la Tapoa, c'est la débâcle ».

Même attitude et mêmes propos pour un autre responsable de projet dans la province de Gourma : « La politique a pensé que la solution n'était pas que militaire, en considérant que la pauvreté facilitait la pénétration des terroristes ou des bandits armés, et de facto l'implication des jeunes dans les mouvements armés. Ce n'est pas un mauvais raisonnement pour moi : les positions « militaires versus politique de développement » ne sont pas nécessairement contradictoires, mais cette volonté de développement n'est pas venue au moment opportun : les populations sont en train de fuir la région, et celles qui restent ne collaborent pas, car elles sont terrorisées. Il n'y a donc



© 2.0 Generic (CC BY-NC-SA 2.0), flickr

pas de collaboration avec les militaires, car il y aurait suspicion de collaboration avec les autorités de la part des groupes terroristes. Plusieurs chefs de village ont été assassinés pour cette raison. Pour l'instant, il n'y a donc pas de réponse appropriée.

Cette idée du « tout sécuritaire », combinée plus ou moins adroitement avec des politiques de développement laisse un libre champ aux groupes extrémistes, trop heureux d'exploiter les rancoeurs et les désillusions. Au nord du Burkina, rares sont ceux qui décrivent encore les mouvements de rébellion comme issus du terrorisme islamique pur et dur. De plus en plus, on constate qu'il s'agit de mouvements de rébellion contre l'ordre établi, contre les privilèges abusifs de certains contre d'autres, d'un partage de richesses qui ne profite jamais qu'aux mêmes, et, surtout, que les mouvements ne sont plus exogènes mais reposent de plus en plus sur des citoyens burkinabè, dont beaucoup de jeunes, prompts à remettre en cause l'ordre établi, les rapports hiérarchiques ou le poids des traditions.

« Depuis les années 90, le Mali est fragilisé par l'installation de certains groupes qui vivent de trafics. Si le

Burkina était déjà exposé à l'époque, il l'est d'autant plus aujourd'hui, avec la chute de Compaoré en 2015, qui jusque là parvenait à maîtriser la situation. Aujourd'hui, beaucoup de gens se laissent ainsi séduire par les discours, soit par fragilisation de leur situation, soit par opportunisme religieux, politique, social ou économique.

Les bandes armées sont actives dans des zones déjà extrêmement vulnérables, où les projets de coopération étaient nombreux par le passé. Il est difficile de les cerner, car elles ne se revendiquent pas. Comme il y a peu de présence de l'Etat, il n'y a pas moyen de tenir un autre discours que celui des groupes extrémistes. Et tout ce qui symbolise l'Etat est attaqué : écoles, dispensaires de santé, commissariats, autorités coutumières, etc.

Cette nébuleuse de petits groupes armés profite de la désorganisation générale et de l'appui logistique des groupes islamistes : « Des bandits profitent de l'occasion et de la psychose pour procéder à des enlèvements contre rançon, ou piller. D'autres ciblent exclusivement des zones minières riches, notamment dans le Soum : ceux-là prélèvent des taxes auprès des orpailleurs, ou tentent

Cette idée du « tout sécuritaire », combinée plus ou moins adroitement avec des politiques de développement laisse un libre champ aux groupes extrémistes, trop heureux d'exploiter les rancoeurs et les désillusions. Au nord du Burkina, rares sont ceux qui décrivent encore les mouvements de rébellion comme issus du terrorisme islamique pur et dur. De plus en plus, on constate qu'il s'agit de mouvements de rébellion contre l'ordre établi, contre les privilèges abusifs de certains contre d'autres, d'un partage de richesses qui ne profite jamais qu'aux mêmes, et, surtout, que les mouvements ne sont plus exogènes mais reposent de plus en plus sur des citoyens burkinabè, dont beaucoup de jeunes, prompts à remettre en cause l'ordre établi, les rapports hiérarchiques ou le poids des traditions.

d'acheminer vers les côtes du golfe de Guinée certaines des richesses pillées dans le Nord. Ce trafic se développe de plus en plus, et ajoute encore à l'insécurité et aux violences».

Le sentiment qui se dégage, selon un autre acteur de développement, est que « l'Etat n'arrive pas à contenir le terrorisme et les extrémismes. On a peur que les militaires ne se découragent et abandonnent la lutte. Il y a donc beaucoup de colère, en plus de la peur. Des groupes citoyens d'auto-défense se sont créés, avec pour objectif affirmé d'assurer la sécurité des populations. Mais il y a là un grand risque d'aggravation de conflits inter-communautaires. C'est ça qui est le plus à craindre : il ne faut pas que les extrémismes arrivent à diviser les populations ».

La cohésion sociale est la seule solution

Appuyer tout ce qui contribue à renforcer la cohésion sociale est dès lors essentiel. « Notre plus grand défi aujourd'hui à nous les ONG, c'est que les populations s'entendent au sein d'une même communauté. On travaille beaucoup sur la cohésion sociale, qui est l'un des fondements de notre pays: nous avons du reste pu noter que dans les zones rurales les activités de sensibilisation par le théâtre participatif connaissent une résonance bien plus importante que d'habitude. Un peu comme si les populations voyaient dans le théâtre une opportunité d'exprimer leurs sentiments, leurs émotions et leurs pensées profondes face à des situations de délitement accéléré de la cohésion sociale, face à la montée des violences multiples, de l'intolérance, des intégrismes de toutes sortes et des manifestations multiformes de la désespérance sociale».

Avec une stratégie d'occupation du territoire de plus en plus marquée de la part des groupes extrémistes, une déliquescence de l'Etat conjuguée à la faiblesse des forces armées et des actions

de coopération qui ne rencontrent pas de mobilisation populaire, des divisions qui se creusent entre communautés et une absence de récoltes dès l'année prochaine, les mois qui suivent pour le Burkina risquent de s'avérer extrêmement difficiles. La solution ne peut venir que des communautés elles-mêmes avec le soutien de l'Etat, mais en mode très local et avec des personnes de confiance et respectées de tous, de façon à remettre en place des mécanismes endogènes de protection et de règlements des conflits. Mais cela prendra du temps, et, dans l'attente, c'est toute une future génération qui, en manque d'écoles, en manque de terres, en manque de soins, est aujourd'hui sacrifiée.

Source:

1 La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité du 25 avril 2013, pour appuyer le processus politique dans ce pays et effectuer un certain nombre de tâches d'ordre sécuritaire.

2 <https://lefaso.net/spip.php?article83557> et Human Rights Watch : <https://www.hrw.org/fr/news/2019/06/12>

3 <http://www.rfi.fr/afrique/20190824-burkina-faso-colere-militaires-tirs-sporadiques-attaque-koutougou>

4 Rémi Carayol, « Sahel, les militaires évincent le Quai d'Orsay », Le Monde diplomatique, juillet 2019.

Declining democracy in India and our common future



The author is a social activist from India

Ask any liberal, secular Indian about India today, and you will invariably get one common response, 'Democracy is under threat!' Today the attention of the global community is focused on the revocation of Article 370 in August 2019 and the unprecedented clampdown, curfew and communications blackout in Kashmir. This issue is itself an indication of the health of democracy in India, which is indeed a matter of great concern. But is it really surprising, bearing in mind what we have been experiencing over the past six years of National Democratic Alliance (NDA) rule? The answer is clearly "No".

The revocation of Kashmir's special status – government diversion tactics and new opportunities for corporate business

The abrogation of Art. 370 has been an election promise of the ruling Bharatiya Janata party (BJP) for many years. And now, after returning to power in 2019 with an even bigger mandate than in 2014, they have 'kept their promise'. Another BJP poll promise since 2014 has been 'Minimum government and maximum governance', but in reality just the opposite is happening and India is emerging as a surveillance state, where income gaps and inequality are broadening and voices of dissent being brutally curbed. Hindu fundamentalist groups (commonly referred to as Hindutva or Right-Wing groups) have created issues such as communal hatred, hyper-nationalism or so-called illegal immigrant issues with which they have to a large extent successfully diverted public attention from their major political and economic debacles.

The other very significant issue is how crony capitalism is gaining strength and influence under the present regime. Political analysts argue that once the clampdown in Kashmir ends the revocation of Art. 370 will mainly benefit a small group of corporates considered favorites of the ruling party, to which they regularly make generous donations. Soon after the abrogation of Art. 370 the government announced that development would be the key agenda in the Kashmir Valley and the ruling party's favorite corporates were quick to express interest in investing there, in the knowledge that the state would more than likely provide land and other facilities almost free of cost. Until then, Art. 370 had protected Kashmir from land and resource grabbing as it prohibited the purchase of land by 'Outsiders' without the permission of the State's legislative assembly.

Hindutva fanaticism and the silencing of dissent

The new narrative constructed by Hindutva groups equates government with the nation, and any criticism of government is treated as sedition. All those who dare to disagree with government policies are tagged as 'anti-national' and face attacks from Hindutva social media trolls. The emergence of these faithful followers of Hindutva politics is no coincidence as the Hindutva parties have systematically invested in propaganda through social media platforms, reportedly recruiting some 300 000 people, a new patriot brigade promoting an opposition free democracy, which is an oxymoron.

Every attempt has been made to silence the voice of dissent. There have even been allegations that the independence of autonomous democratic institutions such as the Election Commission of India or the Supreme Court is being compromised. Prominent civil society activists and human rights defenders have been arrested without bail for weeks. A number of journalists, social activists and scientists who relentlessly fought against the rise of fanaticism and the emergence of a fascist-like situation in India have been assassinated by so called Hindutva fringe extremist groups. All were silenced by different killers, but they were killed by the same ideology: Hindutva fanaticism.

Rise in Hindutva-instigated hate crimes

The ruling party's strategy of long-term distraction requires a permanent villain; here islamophobia is cunningly used to dehumanize the minority Muslim population. The hatred stirred up has penetrated so deep that mob killings (lynching) has now become normality and the fact that such brutal killings are carried out with virtual impunity has emboldened local Hindutva brigades.

Article 370 of the Indian constitution guaranteed special rights to the Muslim majority state of Kashmir, including the right to its own constitution and autonomy to make laws on most matters. Its revocation would lead to Indians outside of the state gaining the legal right to own property there.

Amnesty International India and Hate Crime Watch (HCW) have documented a clear rise in hate crimes, the main victims being Dalits, Muslims, women, Christians, Indigenous people and transgenders. HCW noted a surge in crimes based on religious identity between 2013 and 2018, the majority committed in BJP ruled states. Bystanders rarely attempt to stop the violent attacks and the police hardly ever arrived on time to intervene. In a bid to address these crimes, the Supreme Court directed all states to pass anti-lynching laws in 2018, but only three or four states have so far complied. Lynching started on the pretext of cow protection but now a person can be lynched just for being dressed like someone from a minority group or for refusing to chant Hindutva slogans.

Christians too are affected by Hindutva aggression. Churches are vandalized and many tribal families who converted to Christianity generations ago are now being forced to re-convert to Hinduism. This flagship Hindutva program, 'Ghar Wapsi' (Homecoming), systemically violates the human rights of thousands of indigenous people and helps to distract people's attention from the large-scale plunder of the resources of indigenous communities. In the name of development their land and natural resources are taken away and awarded to mining companies; their environment is destroyed and indigenous communities are pushed further into poverty.



© Joe Athialy, 2.0 Generic (CC BY-NC-SA 2.0), flickr

The media, education and women's role under threat

In a declining democracy the media, the fourth pillar, has an important role to play in India. The renowned Indian journalist Mr. Ravish Kumar summed the situation up well:

"The state today has established full control over the media and the corporations. The implication of this control over the media and in turn your information flow is that it limits and narrows the scope of your citizenship. In other words, the media controls diversity of the news stories, and specifies what interpretation of news events are acceptable. The media is now a part of the surveillance state. It isn't the fourth estate anymore, but the first estate... Information helps build nations. Fake

news, propaganda and false history on the other hand help create mob".

Education is also facing severe attacks. History is replaced by Hindutva myths in social media and even in school textbooks. Superstitions are celebrated as traditions. Eminent historians such as Romila Thapar, economists like Amartya Sen, authors and activists like Arundhati Roy are attacked for their rich and unbiased contributions in their respective fields. Scientific, fact-based approaches among the people are being systematically discouraged, as fanatics do not like empowered citizens who may ask questions to the government regarding the accountability of the state. In the New India women's role is defined in classic Nazi style: their reproductive role is portrayed as a virtue, reference is even made to "pure genes". Crime against women has skyrocketed and the recent Thomas Reuters Foundation survey

showed that India tops a global ranking of most dangerous countries for women.

The killing of democracy by means of democratic institutions and structures

Taking advantage of its large majority in the lower house of the Indian parliament and a comfortable position in the upper house, the present government has passed and amended many acts that have serious impacts on citizens' democratic freedoms. The amendments to the Unlawful Activities Prevention Act and the National Investigation Agency have the potential for use against civil and human rights activists, dissenters, political opponents and members of

Scientific, fact-based approaches among the people are being systematically discouraged, as fanatics do not like empowered citizens who may ask questions to the government regarding the accountability of the state. In the New India women's role is defined in classic Nazi style: their reproductive role is portrayed as a virtue, reference is even made to "pure genes". Crime against women has skyrocketed and the recent Thomas Reuters Foundation survey showed that India tops a global ranking of most dangerous countries for women.

reveal the government's clear intention to further privatize agriculture, promote natural resource grabs and deny access to information to the people.

Particular concern has been expressed by the UNHRC about the National Register for Citizens introduced by the BJP government, which has led to some 1.9 million people, mostly Muslims, in Assam being stripped of their citizenship. Many have been taken to detention camps, uncannily reminiscent of Nazi concentration camps. So far the Indian government has ignored the UN criticism. Further legislation presently being debated would enable "illegal immigrants of faiths other than Muslims or Christians" to be granted Indian citizenship. This would mainly target poor minorities. Amendments to the constitution would be needed, but with a large majority in parliament this would be feasible.

The proposed *One Nation One Election* initiative now underway is a further threat to pluralism and India as a federal, secular democracy. It would impose a system of one simultaneous election throughout the country allegedly for reasons of efficiency, but it is feared that it could be followed by one party, one leader, one culture, one corporate enterprise, one media and one language.

An attempt to impose Hindi as the national language of India is ongoing, despite the fact that India has no national language but rather 22 officially recognized languages.

Amidst all these negativity, one can wonder what is the future of India? Lack of strong opposition parties with alternative narratives, weak left parties and scattered and shattered people's movements fail to put forward any serious resistance to this decline of democracy. Minority voices are systematically made irrelevant in politics, the economy and in sociocultural spaces. Despite the government's social, political and economic failings, its successful "distraction agenda" has convinced many people to vote for attaining religious

supremacy as promised to the majority Hindu community by the ruling party.

At this point the future looks grim. But given India's strong-rooted democracy, the journey towards establishing an authoritarian state will not be smooth and certainly not without protest. We need empowered citizens and not cheerleaders of political parties. People need to be aware of their rights and responsibilities as citizens so as to reclaim the democratic space that is being taken away from us. As embedded mainstream media will not serve this cause, we need citizen's media as an alternative. The constitution of India provides a wonderful tool to fight against the violation of rights and to uphold democracy, so it is high time to uphold the constitution. It is also high time to protect and promote democratic values and practices in our private and public spaces, in a peaceful way, despite challenges and repression.

Global opinion building is equally important. The truth about today's India must be made known not only at the UN but wherever people value peace and democracy. We are aware that many countries are going through situations similar to that of India. This gives us a unique opportunity to develop international people's solidarity against authoritarianism, imperialism and the violation of human rights worldwide. In solidarity lies our common future.

the minority communities. The state now has wide reaching authority to jail people without charge, even before a crime has been committed, and to declare individuals terrorists without a trial. Civil society organisations are also very critical of new legislation on the collection of biometric data and the watering down of progressive acts such as the Right to Information Act. Changes to the Forest Rights Act restricting the rights of forest dwellers to have access to forestland and the Land Acquisition Rehabilitation and Resettlement Act

L'impact de la digitalisation dans les projets de coopération au développement



Dr. Guy Tanonkou, Agence pour la coopération scientifique Afrique Luxembourg

Dans le cadre de la conférence «Digital Transformation Journey» organisée au Luxembourg le 17 juin 2019, Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, a évoqué les défis du numérique. Il a déclaré qu'il fallait «donner au pays les clés pour se développer, prospérer et devenir un acteur majeur de l'ère numérique». Dans cette déclaration, on se poserait la question de savoir quel est donc l'impact de la digitalisation dans les projets de coopération au développement? Le séminaire du 17 septembre 2019 organisé par le Cercle des ONGD et ACSAL a apporté quelques éléments de réponses à cette question.

La digitalisation est l'utilisation des nouvelles technologies dans le cadre d'une stratégie de développement organisationnel et structurel. Cela passe par la mise en œuvre d'applications informatiques pour répondre aux besoins réels d'une organisation.

Un atout : le cadre infrastructurel du Luxembourg

Le cadre infrastructurel qu'offre le Grand-Duché de Luxembourg, avec une fibre optique bien développée, le développement de l'intelligence artificielle, des centres de données nouvelles générations et le déploiement de la nouvelle technologie de stockage et de transmission d'information sécurisée (Blockchain), devrait aider à ce que la

digitalisation profite à l'ensemble de la société luxembourgeoise, incluant les organisations non gouvernementales de développement (ONGD). Les défis qu'entraîne la digitalisation ne se limitent pas aux entreprises et aux institutions de haute renommée. Toutes les organisations se doivent chaque jour de les relever au risque d'être rapidement dépassées par l'ère du tout-numérique. Le milieu des ONGD n'échappe pas non plus à cette réalité. Il doit intégrer les nouvelles technologies non seulement pour perfectionner leur projet, mais développer également des programmes de manière à répondre plus efficacement aux nouveaux impératifs induits par la révolution numérique.

Ce nouveau défi est bien connu de la nouvelle Ministre de la Coopération au développement et de l'action humanitaire, Madame Paulette Lenert, qui souhaite redynamiser les activités et donner une vision digitale au sein de la coopération luxembourgeoise au développement.

Digitalisation : un levier pour favoriser le développement

A travers les infrastructures du pays, l'usage des technologies digitales au Luxembourg a le potentiel de favoriser le développement, d'aider les populations les plus vulnérables et de fournir de meilleurs services aux populations. Le



© Photo: DARPA

digital apporte un gros changement dans la société et joue un rôle important dans l'optimisation des économies. Il représente par ailleurs un levier majeur pour favoriser le développement de nouveaux secteurs économiques. Il a également le potentiel de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Les ONGD luxembourgeoises ont intérêt à s'adapter aux avancées de la technologie de digitalisation dans leur activité de coopération au développement. Dans la plupart des cas, leur activité actuelle se limite à se faire connaître, se faire entendre et exister dans l'œil du public à travers les outils digitaux. Dans ce contexte, les réseaux sociaux représentent un excellent levier : ils incarnent une porte ouverte sur une audience massive et constituent ainsi une formidable caisse de résonance.

Cependant, les ONGD pourraient profiter des infrastructures locales pour développer des projets innovants dans le domaine du digital avec les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise.

La mise en place d'un programme bien planifié de digitalisation pourrait



grandement stimuler le développement économique et contribuer au changement social des pays partenaires de la coopération luxembourgeoise. Notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, la banque et la finance, l'agriculture, la gestion de l'eau, l'environnement, l'urbanisation, l'administration et la politique, ...etc.

En Afrique, la technologie digitale a un énorme potentiel pour améliorer la qualité et la portée de l'éducation. Dans certains pays tels que la Côte d'Ivoire, le Sénégal et la Ghana, elle a permis un accroissement d'apprenants grâce au programme e-Learning. Cela a amélioré la qualité des pratiques éducatives et a permis aux enseignants de devenir des éducateurs encore plus efficaces.

Dans le domaine de la santé, en utilisant la "télémédecine", des dispensaires ruraux peuvent consulter des spécialistes sur des cas de soins difficiles et recevoir des conseils sur le diagnostic et les thérapies. L'ONG suédoise Flowminder et l'opérateur de téléphonie mobile Orange travaillent sur la possibilité d'utiliser le téléphone mobile et le Big Data dans la stratégie de lutte contre les infections au virus Ebola en Afrique. Pour y arriver, les deux acteurs analysent le phénomène

de la mobilité humaine et la propagation de la transmission du virus. Afin de lutter contre le virus en RDC, l'ex-ministre de la santé le Dr Oly Ilunga Kalenga a créé une cellule d'appui technique à l'accélération de la transformation digitale du secteur de la santé. Cette cellule contribue à améliorer la gestion de l'information sanitaire et épidémiologique pour riposter contre le virus Ebola.

Une autre initiative importante dans le domaine de la santé est le développement des cartes sanitaires numériques avec localisation par GPS dans quelques pays africains. Au Mali par exemple, plus de 1400 établissements de santé à travers tout le territoire ont été répertoriés numériquement. Ce qui permet aux habitants de trouver le centre de santé le plus proche de chez eux.

En agriculture, les drones par exemple peuvent permettre aux agriculteurs de mieux cartographier les parcelles et ainsi connaître avec précision les endroits qui ont besoin d'eau ou d'azote. Des logiciels utilisent les données sur le climat, le contrôle des récoltes, les prévisions saisonnières et les spécificités locales afin d'obtenir un meilleur rendement de façon durable.

En combinant les images satellites, l'Open Data et le Crowdsourcing, des systèmes de surveillance des forêts permettent d'obtenir des données sur la déforestation et ses impacts sur le climat afin de prendre des décisions réfléchies et durables.

Une bonne stratégie digitale pour les ONGD consistera à observer l'environnement du pays partenaire (en collaboration avec les partenaires locaux) et voir comment répondre à leurs besoins.

Les défis pour les ONGD

Des questions se posent sur les défis et les risques de l'avancée de la digitalisation pour les ONGD. Le digital

entraîne un bouleversement général des organisations. Plusieurs organisations se posent les questions : par où commencer ? Quels sont les risques de se lancer, ou de ne pas se lancer ? C'est la raison pour laquelle certains hésitent à emprunter la voie de la transformation digitale, tant la tâche semble compliquée et floue. En effet, la transformation digitale va modifier leur structure organisationnelle, refondre leur schéma de collaboration avec le partenaire du Sud, réorganiser leur structure hiérarchique et permettre la recherche de nouvelles compétences.

Par exemple, la transformation digitale se manifeste par une circulation et un stockage accru de données. Cette évolution rapide et la manipulation des données gigantesques entraînent des risques qu'il s'avère nécessaire d'identifier et de maîtriser. Dans ce contexte, il est important de mettre en place des mécanismes juridiques, de contrôle interne et de sécurité afin d'évaluer les risques liés à la transformation digitale et de garantir la continuité, la disponibilité, ainsi que la protection des données et des applications. Les ONGD doivent dans ce contexte identifier les réglementations auxquelles elles sont assujetties et les contraintes potentielles qu'elles peuvent générer.

Frein de la digitalisation pour les partenaires du Sud : l'exemple africain

Si la digitalisation de l'Afrique veut être réellement acquise, certains freins et obstacles devront être levés afin d'avoir dans le long terme un résultat optimal qui peut impulser le développement du continent. Les grands groupes et sociétés internationales spécialisées dans le digital ne sont réellement pas présents sur le continent africain. Pourtant l'Afrique est consommateur de services digitaux. Ces sociétés gèrent leurs activités à partir de l'Europe ou des Etats-Unis pour s'occuper du marché africain, et cela

pour différentes raisons. Les marchés africains sont trop fragmentés pour être des investissements intéressants. Les réglementations locales et l'instabilité peuvent aussi dissuader les entreprises de venir s'y installer.

Les solutions digitales sont parfois inadaptées au développement du continent africain. Certaines solutions digitales sur le marché ont été développées aux Etats-Unis, plus rarement en Europe, ou en Asie. Ces solutions ne répondent pas malheureusement aux besoins des Africains. Il existe des différences culturelles ou linguistiques. Il est donc nécessaire et important de développer des solutions locales répondant aux besoins des populations africaines et des fonctionnalités bien adaptées.

Par ailleurs, en Afrique, les populations les plus pauvres sont souvent dépourvues des compétences alphabétiques et numériques indispensables à l'utilisation d'Internet. Selon la Banque mondiale, les trois quarts des enfants de Cours Élémentaire 2 (CE2) au Mali et en Ouganda ne savent pas lire. Au Niger, sept adultes sur dix sont analphabètes.

L'Afrique manque de compétences de haut niveau dans la digitalisation. Il est donc important d'engager des programmes de formations ciblés et adaptés au contexte africain. Les besoins en formation doivent être clairement identifiés.

Le frein le plus important est la connectivité. L'accès à internet dans des zones urbaines et rurales. Le manque d'infrastructure dans plusieurs localités. Les Etats africains avec leurs partenaires doivent créer les conditions idoines pour faciliter la pénétration d'internet dans leur pays. Il faudra aussi impulser des changements institutionnels à tous les niveaux de l'administration afin de permettre la mise en place du « e-gouvernement » sur le continent et lutter ainsi contre la corruption.

Les ONGD luxembourgeoises devraient accompagner leurs partenaires du Sud dans la mise en place des stratégies efficaces afin d'assister les entreprises

locales et les jeunes entrepreneurs dans le développement des solutions digitales. Elles doivent aider les jeunes à développer les solutions répondant aux problèmes locaux.

Digitalisation & Ministère de la Coopération

Afin de promouvoir la digitalisation au sein des ONGD, le Ministère de la Coopération pourrait soutenir les initiatives des ONGD qui utilisent la digitalisation et les nouvelles technologies de manière innovante comme un levier pour le développement. Ce soutien pourra se faire de différentes manières: soit dans le cadre du financement des projets de digitalisation, l'organisation des conférences et séminaires, soit par la mise en place de prix sur les initiatives de digitalisation pour le développement. Il est également nécessaire de mettre en place des instruments, des documents de référence ou des lignes directrices afin de guider les ONGD dans le développement de leurs activités dans le domaine du digital.

Enfin, une discussion approfondie sur la digitalisation au sein du Cercle de Coopération des ONGD devrait être développée afin de contribuer à l'émergence d'une vision de développement en intégrant la digitalisation.

ACSAL et digitalisation

L'ONG ACSAL se positionne en formateur afin de faire émerger au sein des ONGD du Luxembourg une réelle compétence digitale et aspire à rendre les Africains acteurs de cette révolution numérique. La mission d'ACSAL est ainsi axée sur l'accompagnement pour identifier les besoins en formation et en animation de formations, et mettre en place des projets de digitalisation.

Quand finance et développement se complètent...



Alex de Ville, Appui au Développement Autonome (ADA)

Education, santé, infrastructures, agriculture, artisanat... les domaines d'interventions pour lutter contre la pauvreté dans les pays en développement sont nombreux. Outre les actions menées par les gouvernements et les organisations multilatérales, la société civile, à travers les ONG de développement, joue un rôle crucial dans la plupart de ces secteurs depuis des décennies. Et la finance dans tout cela, peut-elle également contribuer au développement des pays et des populations ?

Un regard vers le passé

Il y a 25 ans, le Luxembourg renforçait son positionnement en tant que place financière au niveau international à travers les banques, les fonds d'investissement et d'autres acteurs spécialisés. Les dynamiques lancées par le secteur financier étaient cependant bien loin des thématiques des ONG de développement.

Il y a 25 ans également, le secteur des ONG luxembourgeoises prenait de l'ampleur avec la création de nouvelles structures initiées par la société civile dans le but de répondre aux besoins croissants des populations pauvres aux quatre coins de la planète. C'est également à cette période que le Luxembourg rejoint le petit cercle des pays qui consacrent 0,7% de leur PIB à l'aide publique au développement.

Et si, dans ce contexte, on parlait de finance pour les pauvres...? Utopique pour certains, l'idée était en fait visionnaire... !

Finance et développement, pourquoi pas... ?

A l'époque, parmi les actions traditionnelles d'aide au développement, les projets en matière de développement économique des populations vulnérables se multiplient. A côté des projets de développement macro-économique portant sur de grandes infrastructures, certaines initiatives micro-économiques

lancées par la société civile montrent des résultats surprenants. Que ce soit en Asie avec le Professeur Yunus, en Afrique avec les coopératives d'épargne et de crédit, dont l'origine remonte aux tontines villageoises, ou encore en Amérique Latine avec les associations ou les coopératives de producteurs agricoles; de multiples exemples confirment qu'accorder un tout petit crédit à un individu pour développer sa propre activité peut lui permettre d'améliorer les conditions de vie de sa famille. C'est la microfinance qui émerge...

Ce concept innovant de développement et de lutte contre la pauvreté, vise à donner accès à des services financiers adaptés aux besoins des individus en situation de vulnérabilité. Mais cela leur donne surtout l'occasion de faire des projets pour leur avenir et de renforcer leur autonomie. Au Luxembourg, ce sont des ONG qui, les premières, vont intégrer ce concept dans leur approche d'appui au développement. Ces ONG seront soutenues par le Ministère de la Coopération luxembourgeoise qui verra dans la microfinance une façon de combiner les forces de la place financière avec l'engagement du pays en matière de coopération au développement.

Des solutions innovantes... pour quels résultats ?

Utiliser des concepts financiers pour atteindre un objectif social est un défi qui nécessite une dynamique d'innovation permanente. Comment accorder un crédit à un individu qui ne dispose d'aucune garantie? Quelles sont les conditions qui répondent le mieux à ses besoins? Comment sécuriser et assurer la disponibilité de l'épargne que ces populations sont capables de constituer? Comment rendre cette offre de services viable malgré les crises que certains pays et certaines institutions peuvent rencontrer? Comment renforcer la protection des clients qui accèdent aux services financiers inclusifs?, etc.

Les réponses à ces questions ont été proposées par des institutions de microfinance et d'autres acteurs locaux qui ont émergé dans de multiples pays en se spécialisant dans l'offre de services financiers inclusifs pour les populations vulnérables. Le chemin, parsemé d'obstacles, d'échecs et de remises en question, a montré à quel point des services bancaires classiques doivent être adaptés pour se transformer en offre de services financiers inclusifs et avoir un réel impact sur la pauvreté des populations ciblées.

Aujourd'hui, les résultats sont multiples. Plus de 1,2 milliard de personnes soit 69% des adultes¹ ont accès à des services financiers inclusifs et ce chiffre ne cesse d'augmenter; de nouveaux services financiers inclusifs émergent constamment qu'il s'agisse d'épargne, de crédit, d'assurance, de transfert d'argent, de financement agricole, de leasing, de pension, etc. ; dans pratiquement tous les pays, des structures de microfinance souvent initiées sous forme associative sont désormais devenues des institutions viables et réglementées par les autorités financières ; plus de 80 milliards d'€ sont investis dans l'inclusion financière à travers différents canaux²; des standards internationaux ont été mis en place pour maximiser l'impact de la finance inclusive sur les populations ciblées, etc.

Le rôle des ONG dans l'écosystème de l'inclusion financière

Pour atteindre ce résultat, la société civile, à travers les ONG et les associations locales, a joué un rôle majeur pour favoriser l'émergence d'un véritable écosystème. Ecosystème qui aujourd'hui rassemble tant les institutions de microfinance que des associations, des banques, des autorités de réglementation, des prestataires de services, des investisseurs, des centres de recherche, des acteurs académiques, etc.

Dans la création de cet écosystème, les acteurs du Luxembourg ont joué un rôle majeur au cours des 25 dernières

années. Qu'il s'agisse de favoriser les collaborations internationales à travers le CGAP³, à travers la création de la Plateforme européenne de microfinance ou l'organisation de la Semaine Africaine de Microfinance ; qu'il s'agisse de soutenir, à travers les ONG telles que ADA ou SOS Faim, des institutions de microfinance pour développer des services financiers innovants en matière d'assurance inclusive, en matière de crédit aux jeunes entrepreneurs ou en matière d'agriculture; qu'il s'agisse de mobiliser les ressources financières nécessaires pour atteindre des millions de clients de par le monde et ce, grâce aux 32 fonds d'investissement de microfinance (représentant plus de 6 milliards d'euros) qui bénéficient du label Luxflag Microfinance⁴ dont le Luxembourg Microfinance and Development Fund; qu'il s'agisse de recherches ou de formations académiques à travers la Chaire de Microfinance auprès de UNI.lu. Sans être exhaustif, ces exemples montrent à quel point le Luxembourg a contribué de manière significative à l'émergence de la finance inclusive comme outil de développement et de lutte contre la pauvreté.

Garder le cap sur l'impact social

Tout au long de ce parcours qui a permis de combiner finance et développement, la société civile, à travers les ONG et le secteur associatif, a joué un rôle majeur. En termes d'innovation d'une part, les acteurs de la société civile cherchent systématiquement à sortir des sentiers battus pour tester des solutions novatrices afin de mieux répondre aux besoins des populations ciblées. En termes de mesure d'impact et de responsabilité éthique et sociétale, la société civile joue un rôle intrinsèque de garant de la finalité sociale des actions menées. A titre d'exemple, la définition d'indicateurs de performance sociale par des ONG de finance inclusive a fortement contribué à l'émergence plus large de la notion d'investissement d'impact.

En 2019, ADA célèbre ses 25 années d'existence. La création de l'ONG en 1994 correspond au développement du microcrédit, devenu depuis la microfinance, puis la finance inclusive. ADA a donc suivi, quelque fois précédé, parfois provoqué les grandes évolutions du secteur. Aujourd'hui, l'ONG intervient dans une cinquantaine de pays pour proposer de l'assistance technique, de la formation et du financement. Le 20 novembre ADA célébrera son anniversaire en organisant une grande soirée, comparant son passé avec le présent, s'appuyant sur le présent pour son futur. Plus d'information sur www.ada-microfinance.lu

Le chemin est encore long

Face aux 1,7 milliards d'individus⁵ qui n'ont accès à aucun service financier et surtout face aux multiples conflits régionaux, à l'écart croissant entre riches et pauvres et à l'impact des changements climatiques en particulier sur les populations vulnérables, le chemin à parcourir est encore long pour généraliser la finance inclusive et contribuer davantage à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable. Mais les orientations pour la prochaine décennie sont claires : miser sur la jeune génération, intégrer la composante digitale et favoriser la finance verte pour répondre aux changements climatiques.

Là encore, la société civile, à travers les ONG, jouera un rôle crucial en utilisant sa flexibilité et sa détermination en matière d'impact social pour amorcer des dynamiques novatrices et donner l'impulsion nécessaire au changement.

Sources:

1 World Bank (Findex)

2 UNPRI – UN Principles for Responsible Investment - Impact Investing Market Map – Inclusive Finance

3 CGAP: The Consultative Group to Assist the Poor is an independent think tank dedicated to financial inclusion.

4 www.luxflag.lu

5 World Bank (Findex)

Tinkunaku : L'histoire de Hermanamiento



Interview avec Bernard Christophe, membre de l'ASTM, sur la publication de son livre „Tinkunaku“ dédié aux périples de la communauté indigène des Kollas en Argentine et au soutien du Luxembourg

Comment étiez-vous engagé au sein de l'ASTM dans le passé ?

En 1973, mon épouse Assunta et moi avions repéré dans le journal Wort l'annonce d'une conférence de l'association « AFC, action formation de cadres ». Arrivés au Grand-Duché depuis un an à peine, nous souhaitions nous intégrer dans une association locale. Le développement relevait pour nous de la justice et de la responsabilité de tous. A la fin de la conférence, on a fait appel à un volontaire pour écrire un article économique, je me suis proposé. Nous avons ainsi fait connaissance avec quelques autres membres de l'équipe d'AFC qui se réunissaient alors chez les Jésuites de la rue Gaston Diederich. Nous avons pris notre rôle au sérieux, Assunta s'est attachée à mettre de l'ordre dans les archives du secrétariat (deux classeurs à peine) et j'ai accepté d'être président « par intérim ».

Dans les années suivantes, l'association s'est étoffée. Parmi les premiers objectifs figuraient notamment : l'édition régulière du journal Brennpunkt, le changement du nom de l'association, en « Action Solidarité Tiers Monde » et le financement d'un premier poste permanent pour lequel le candidat était Richard Graf. Le financement était solidaire, basé sur la cotisation des membres et donateurs, l'aide gouvernementale n'est intervenue qu'avec l'augmentation du nombre des permanents. J'étais devenu responsable bénévole des projets d'Amérique latine.

Comment avez-vous fait connaissance avec la communauté des Kollas ? Pourquoi avez-vous décidé de travailler avec eux ?

Lors de notre visite de septembre 1990 en Argentine, Antonio Reiser* nous a encouragés à parcourir les provinces de Salta et Jujuy où nous pouvions observer la situation des communautés indigènes andines. A l'approche du 12 octobre 1992 (500 ans après la découverte du continent Amérique) il nous communiquait quatre actions modestes qui pouvaient peut-être susciter un certain intérêt en Europe. L'une d'entre elles demandait un appui politique. C'est ce qui intéressa Raymond Becker, échevin de Roeser,

lorsqu'il réunit quelques habitants de sa commune, membres de diverses ONG de développement, pour recueillir des suggestions d'actualité.

Comment luttent les Kollas sur place pour défendre leur terre ?

L'appui politique demandé concernait le soutien d'un projet de loi d'expropriation en faveur de trois villages, qui avaient été menacés d'expulsion. L'Argentine travaillait à préparer une nouvelle Constitution, son Parlement fédéral avait adopté une loi de base des peuples indigènes. Ce contexte volontariste, ainsi que la détermination des Kollas nous permettaient d'espérer que les législateurs argentins pourraient être attentifs à un soutien international. Roeser le matérialisa sous la forme d'un contrat de partenariat solidaire. ASTM compléta l'offre politique par la mise en œuvre d'un petit projet de soutien : « Por nuestros derechos », qui visait à couvrir des frais de communication et de défense juridique. Miser sur le droit, permit aux indigènes de voir leur loi adoptée et réalisée en moins de quatre ans.

Mais l'entreprise expropriée ne l'a pas accepté et elle a saisi la justice argentine. Entretemps, elle s'est faite racheter en bourse de Buenos Aires par une multinationale américaine, acheteur



Arthur Sinner, Rodolfo Canaviri, Grand Duc Henri, Pastor Quipildor, Bernard Christophe et Tom Jungen

du bois extrait du territoire Kolla depuis plusieurs décennies. En 1997, elle obtint l'autorisation d'extraire encore 15.000 mètres cubes de bois. Greenpeace alerté, obtint l'arrêt de la déforestation. Les Kollas entre-temps avaient accepté une donation des terres de haute montagne initialement liée à l'expulsion des villages, désormais protégés par la loi d'expropriation. Un juge corrompu envoya la police briser un barrage routier à l'entrée de ce territoire, mais tous les parlementaires luxembourgeois s'adressèrent, avec Roeser, au Président d'Argentine.

D'autres multinationales se joignirent à la première, pour museler les Kollas. Tractebel les fit condamner préventivement, ainsi que Greenpeace Argentine, leur interdisant toute action contre un gazoduc dont le tracé traversait leur territoire de part en part, jusqu'à 4300 mètres d'altitude, au détriment de forêts et de terres agricoles menacées d'érosion. En outre, les sociétés chargées de la construction et du transport du gaz incitèrent une partie des dirigeants à faire dissidence, pour obtenir seuls une rente régulière. Cette division a prolongé les délais des affaires en justice, paralysé les projets en cours et compromis l'avenir des revendications légitimes des Kollas.

En 2011, la persévérance des dirigeants les plus intègres et de leur avocat, conduisit à l'obtention des titres de propriété correspondant aux terres expropriées et données, soit les deux tiers de leur territoire ancestral.

Quelques représentants de la communauté Kolla sont venus* ici au Luxembourg. Quelle était leur motivation? Quel était leur message pour le public au Luxembourg ?

La délégation qui est venue au Grand-Duché est venue pour la première fois depuis l'attribution officielle des titres de propriété, à la fois pour fêter ce résultat et remercier la commune et les institutions luxembourgeoises et européennes qui leur ont prêté main forte. Le Grand-Duc Henri lui-même en fait partie, il a accepté de les recevoir

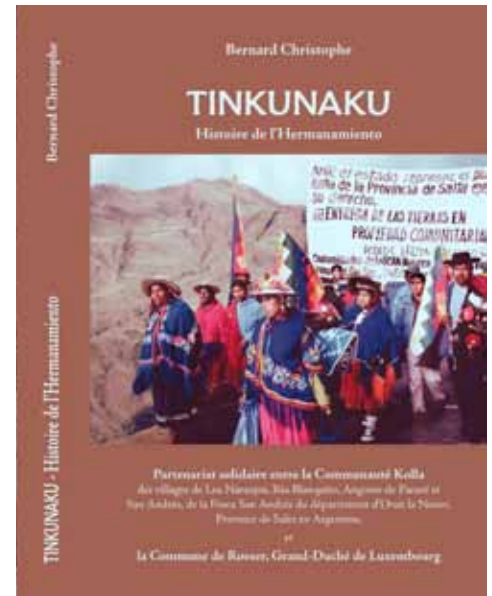
en audience. L'autre raison était de venir rendre compte de l'avancement d'un projet en cours, qui devrait permettre l'accueil d'écotouristes, respectueux de l'environnement et de la culture des indigènes Kollas, lointains descendants des Incas. Sur ce point, c'est la Ministre de la Coopération qui a accepté une rencontre. Enfin, la délégation a demandé à Roeser de continuer à les appuyer pour faire face aux difficultés qui subsistent, en particulier le chômage des jeunes en quête d'emplois et le besoin de défendre l'identité et la culture des Kollas dans une Argentine en crise économique depuis plusieurs décennies. Elle les maintient dans une pauvreté qui continue d'alimenter la division interne. Cela se traduit par une compétition acerbe entre les villages dissidents et les autres. Roeser a accepté de jouer un rôle de médiateur et le conseil communal a pris une nouvelle résolution solidaire. Enfin, les Kollas ont démontré leur attachement à leurs forêts de Yunga riches en biodiversité. Ils sont donc des alliés fiables pour lutter ensemble pour défendre le Climat !

Présentation du livre «Tinkunaku»

Le livre relate les différentes étapes et péripéties de la relation entre la communauté Kolla, demandeur d'un appui politique international, et ses partenaires luxembourgeois, principalement la commune de Roeser et l'ASTM.

Le respect de la vérité historique implique de citer des documents d'époque et de compléter le récit par des analyses complémentaires trouvées sur Internet. L'intérêt est soutenu, lors des manifestations à Buenos Aires, des votes parlementaires tenus en suspens, des conflits dans la Finca, jusqu'à l'assaut de la police contre un barrage routier paralysant l'extraction de bois dans la forêt de Yunga.

Le livre souligne le caractère exceptionnel d'une relation solidaire durable, où



l'appui accordé n'est pas seulement financier, mais surtout politique. La nature de l'enjeu est la revendication d'un droit, dans le contexte de l'Argentine et à la veille de l'anniversaire de la découverte de l'Amérique (500 ans le 12/10/1992). L'Argentine retourne à la démocratie avec une nouvelle Constitution et une loi inédite pour les peuples indigènes. Nos partenaires sont les premiers à en bénéficier, ce qui implique des difficultés imprévisibles. Evoquer le droit nous amène de nombreux alliés, jusqu'au moment où les multinationales obtiennent de certains juges, acquis aux pouvoirs économiques, une condamnation préventive des Kollas et Greenpeace, leur interdisant toute opposition au gazoduc Norandino.

Heureusement, la fidélité de Roeser et la ténacité de l'avocat de la communauté sont récompensés en 2011 (après 20 ans d'efforts). Cela permet la reprise d'une marche en avant dans un contexte nouveau : la protection des forêts et la lutte contre le changement climatique. La dévotion des indigènes à la Pachamama, en fait des alliés fiables, mais il convient de renforcer leur position, car pauvres, ils restent dans la mire des entreprises qui les ont agressés impunément.

Interview réalisée par Anne Müller



CONFÉRENCE-DÉBAT : PROTECTION DES DROITS DES TRAVAILLEURS ICI ET AILLEURS: VERS UNE LÉGISLATION SUR LE DEVOIR DE VIGILANCE AU NIVEAU EUROPÉEN ?

Effondrement de Rana Plaza au Bangladesh provoquant la mort de 1100 personnes travaillant dans les ateliers de confection textile, travail dans des conditions inhumaines d'ouvriers migrants pour la construction du stade de la Coupe du monde 2022 au Qatar, exploitation et traite d'êtres humains en Europe: les affaires liées au non-respect des droits des travailleurs et des travailleuses partout dans le monde sont, malheureusement, monnaie courante.

En même temps, les droits liés au travail sur tous les continents ne cessent d'être affaiblis. Selon le rapport 2019 de la Confédération Internationale Syndicale, 85% des États ont enfreint le droit de grève et les autorités ont entravé l'enregistrement de syndicats dans 59% des pays.

De plus en plus de multinationales affichent, par le biais de chartes volontaires, des politiques responsables et éthiques, mais il est extrêmement difficile pour les personnes affectées par leurs activités d'obtenir justice et réparation. Pire encore, le nombre de syndicalistes et

de défenseurs des droits humains et de l'environnement assassinés ne cesse de croître.

Face à cette situation, que peuvent faire l'UE et ses États membres ? Comment peuvent-ils obliger les entreprises à respecter les droits des travailleurs et des travailleuses... tout au long de leur chaîne de valeur ?

Participez à la conférence-débat avec **Isabelle Schoemann**, secrétaire confédérale de la Confédération européenne des Syndicats et **Claudia Saller**, coordinatrice d'European Coalition for Corporate Justice (ECCJ).

Quand : 24 octobre 2019 à 18h30

Lieu : Casino Syndical de Bonnevoie

Langues : français et allemand (avec traduction simultanée)

Organisateurs : l'Initiative pour un devoir de vigilance au Luxembourg, l'OGBL et Landesverband

L'entrée est gratuite.

Un verre de l'amitié sera offert.

**DROITS
HUMAINS
AVANT
PROFITS**

Initiative pour
un devoir de
vigilance au
Luxembourg

**FNCTTFEL
Landesverband**

OGBL

